



Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2021

Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2021

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/3F-PDF
ISSN : 2292-5066

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (C), 2020-21

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2021

BUDGET DES DÉPENSES 2020-2021

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021

Introduction

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de six sections distinctes :

- **Faits saillants du présent budget des dépenses**, notamment l'incidence globale de ces dépenses sur le plan des dépenses du gouvernement et les crédits autorisés pour l'exercice;
- **Renseignements généraux** concernant le processus du budget des dépenses et la façon d'utiliser ce document;
- **Principaux sommaires** des crédits présentés dans le présent budget des dépenses en vue de l'approbation du Parlement ou à titre d'information, les autorisations législatives pour les dépenses liées à la COVID-19, les principaux postes et les initiatives horizontales;
- **Détails par organisation** portant sur les crédits votés demandés dans le cadre du présent budget des dépenses, ainsi que les mises à jour des prévisions législatives;
- **Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits**;
- **Renseignements supplémentaires** disponibles en ligne sur les crédits votés et les crédits législatifs.

Faits saillants du présent budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021 présente des dépenses budgétaires supplémentaires d'un montant total de 8,0 milliards de dollars, soit des dépenses à être votées de 13,4 milliards de dollars, partiellement compensées par une diminution des dépenses législatives prévues de 5,4 milliards. De ces montants, environ 9,9 milliards de dollars (74 %) des dépenses votées sont consacrés à la réponse du gouvernement aux répercussions sanitaires, sociales et économiques de la pandémie de COVID-19 sur la population canadienne.

Le présent budget des dépenses vise à demander l'approbation du Parlement pour de nouvelles dépenses votées d'un montant de 13,4 milliards de dollars. La majorité de ces nouvelles dépenses sont affectées aux éléments suivants :

- les interventions d'urgence face à la pandémie de COVID-19, y compris la recherche médicale, le développement d'un vaccin, les mesures de santé publique dans les communautés autochtones, l'aide aux pays en développement, les tests de dépistage, la recherche des contacts, la gestion des données et l'achat d'équipement de protection individuelle et de fournitures et d'équipements médicaux;
- les réponses économiques à la pandémie, y compris le soutien aux petites et moyennes entreprises, aux services aériens régionaux et aux diffuseurs;
- les opérations du gouvernement, y compris les rajustements à la rémunération pour les employés du gouvernement, ainsi que pour l'augmentation des dépenses en raison de la pandémie.

Dans l'ensemble, les besoins de financement pour les 10 principaux organismes représentent environ 89 % des dépenses votées demandées dans le présent budget. Parmi ces 10 organismes, les 4 organismes ci-dessous demandent plus de 800 millions de dollars à l'appui de leurs priorités :

- l'Agence de la santé publique du Canada (6,3 milliards de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor (1,7 milliard de dollars);
- le ministère des Services aux autochtones (1,6 milliard de dollars);
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (895,6 millions de dollars).

Le présent budget des dépenses indique, à titre d'information, les changements apportés aux dépenses législatives prévues y compris les dépenses effectuées en vertu de la *Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020* (projet de loi C-14) proposée. La diminution de 5,4 milliards de dollars des dépenses budgétaires législatives reflète un certain nombre d'augmentations et de diminutions des dépenses prévues. Les augmentations majeures comprennent notamment les dépenses liées à :

- la Prestation canadienne de la relance économique (10,1 milliards de dollars);
- la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (2,9 milliards de dollars);
- un paiement à la Banque de l'infrastructure du Canada (2,3 milliards de dollars);
- la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique (780,0 millions de dollars).

La diminution des dépenses législatives prévues, en raison des prévisions révisées dans l'Énoncé économique de l'automne de 2020 ou de l'abrogation de la *Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national* comprend notamment les dépenses liées à :

- la Prestation canadienne d'urgence (-11,9 milliards de dollars);
- la recherche médicale et le développement d'un vaccin (-2,5 milliards de dollars);
- la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (-2,2 milliards de dollars);
- l'acquisition de matériel de protection et d'équipement médical (-1,7 milliard de dollars).

Toute dépense législative devant avoir lieu après l'abrogation d'une loi portant sur la COVID-19 sera imputée en tant que dépense votée, ou en vertu d'autres autorisations législatives.

Des renseignements supplémentaires sur les autorisations législatives pour les dépenses liées à la COVID-19 sont fournis à la page 1–6 et en ligne.

Renseignements généraux

Avant de dépenser des fonds publics, le gouvernement doit obtenir l'autorisation du Parlement, soit au moyen de lois adoptées auparavant qui accordent une autorisation permanente, soit au moyen d'un projet de loi de crédits annuel déposé et adopté au Parlement. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat, et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Pour favoriser l'examen des projets de loi par le Parlement, le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement, avant la présentation de chacun des projets de loi de crédits, un document du budget des dépenses (budget principal ou budget supplémentaire) qui fournit des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées.

Le Budget principal des dépenses fournit un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice à venir, et le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins supplémentaires en matière des dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021 est le troisième et dernier des budgets supplémentaires des dépenses prévus pour l'exercice en cours.

Dans le cadre de ce budget supplémentaire des dépenses, le président du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend :

- un sommaire des besoins financiers supplémentaires du gouvernement;
- une comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2020 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses 2020-2021;
- un aperçu des principales demandes de financement et des initiatives horizontales;
- les faits saillants des nouveaux besoins en matière de crédits et des changements de structure;
- les détails sur le financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits devant être approuvé par le Parlement.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires ci-dessous sont également accessibles en ligne :

- une liste détaillée des postes législatifs inscrits au budget des dépenses;
- une répartition détaillée des dépenses prévues par article courant de dépense, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par programme ou objet selon le cadre de rapport ministériel de l'organisation;
- les dépenses prévues liées à la réponse à la COVID-19;
- les affectations bloquées dans les autorisations votées;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- une liste des transferts entre organisations.

La terminologie qui suit est utilisée dans l'ensemble du document :

- les **dépenses réelles 2018-2019** désignent les dépenses réelles publiées dans les Comptes publics de 2019 (volume II);
- le **budget des dépenses à ce jour 2019-2020** comprend le montant total des besoins inscrits dans le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B) de l'exercice visé;
- les **autorisations à ce jour** comprennent les montants inscrits dans les budgets des dépenses précédents de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits gérés par le Conseil du Trésor;
- le **présent budget supplémentaire des dépenses** renvoie aux exigences inscrites dans le budget supplémentaire des dépenses (C);

- les **autorisations proposées** sont la somme de tous les montants inscrits dans les budgets des dépenses de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits gérés par le Conseil du Trésor;
- les **dépenses budgétaires** incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État;
- les **dépenses non budgétaires**, ou les prêts, placements et avances, sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement. Les montants négatifs indiquent que les recouvrements sont supérieurs aux dépenses;
- l'adjectif **votés ou votées** qualifie les crédits ou les dépenses qui doivent être autorisé(e)s par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits;
- l'adjectif **législatifs ou législatives** qualifie les crédits ou les dépenses qui sont autorisé(e)s par le Parlement par l'entremise d'une loi autre qu'une loi de crédits et dont les prévisions sont présentées à titre d'information pour le Parlement.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021 présente des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 13,4 milliards de dollars, pour un total de 166,2 milliards de dollars en 2020-2021. Il s'agit d'une augmentation de 8,7 % par rapport aux autorisations à ce jour.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles

	Budget des dépenses 2020-2021				
	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses		Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		à ce jour 2019-2020	Autorisations à ce jour (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	109 783 245 643	134 259 687 528	152 786 386 826	13 365 393 906	166 151 780 732
Postes législatifs	167 022 708 706	175 881 974 479	318 758 941 384	(5 401 774 616)	313 357 166 768
Total des dépenses budgétaires	276 805 954 349	310 141 662 007	471 545 328 210	7 963 619 290	479 508 947 500
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	18 453 827	57 103 001	87 203 002	.....	87 203 002
Postes législatifs	44 599 323 288	2 211 800 413	4 432 290 118	200 000 000	4 632 290 118
Total des dépenses non budgétaires	44 617 777 115	2 268 903 414	4 519 493 120	200 000 000	4 719 493 120

Les autorisations à ce jour et les autorisations proposées comprennent des autorisations sur deux ans de 789 157 005 dollars destinées à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence du revenu du Canada et à l'Agence Parcs Canada. Ces trois organismes sont autorisés à reporter à 2020-2021 les fonds approuvés en 2019-2020. Le tableau qui suit (les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses) ne tient compte que des budgets des dépenses de 2020-2021 et ainsi exclut les autorisations reportées sur deux ans.

Budget des dépenses à ce jour pour 2020-2021

Le Budget principal des dépenses 2020-2021, déposé le 27 février 2020, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 125,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 87,2 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Le Budget principal des dépenses 2020-2021 présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 179,5 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 3,0 milliards de dollars en prêts, placements et avances. Le Budget principal des dépenses a été déposé une deuxième fois le 30 septembre 2020. Face aux circonstances extraordinaires du Parlement depuis le début de la pandémie de COVID-19, la Chambre des communes a adopté le 20 avril 2020 une motion visant à modifier provisoirement l'article 81 du Règlement, ce qui a eu pour effet de prolonger l'étude du budget principal des dépenses jusqu'en décembre 2020. Après la prorogation du Parlement et l'ouverture de la nouvelle session, le budget principal des dépenses a été déposé de nouveau à la Chambre des communes pour que le Parlement puisse poursuivre l'étude des crédits votés pour 2020-2021.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021 a été déposé le 2 juin 2020 et présentait 6,0 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées, 80,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires législatives et 200 millions de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021 a été déposé le 22 octobre 2020 et présentait 20,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées, ainsi que l'augmentation des limites des dépenses non budgétaires. Des renseignements étaient également présentés sur l'augmentation des dépenses législatives de 58,3 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 1,3 milliard de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021 fournit des renseignements pour appuyer des crédits budgétaires votés de 13,4 milliards de dollars. Des renseignements présentés font également état d'une diminution nette des dépenses législatives de 5,4 milliards de dollars en dépenses budgétaires et d'une augmentation de 200 millions de dollars en prêts, placements et avances.

Lois de crédits en 2020-2021

La *Loi de crédits no 1 pour 2020-2021*, qui a reçu la sanction royale le 13 mars 2020, a fourni des crédits provisoires aux organisations tributaires de crédits pour répondre à leurs besoins pendant les trois premiers mois de l'exercice.

La *Loi de crédits no 2 pour 2020-2021*, qui a reçu la sanction royale le 26 juin 2020, a fourni des crédits provisoires supplémentaires pour répondre aux besoins jusqu'en décembre 2020, afin de donner au Parlement le temps d'achever son examen du budget principal des dépenses.

La *Loi de crédits no 3 pour 2020-2021*, qui a reçu la sanction royale le 26 juin 2020, a fourni des crédits pour les besoins supplémentaires présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021.

La *Loi de crédits no 4 pour 2020-2021*, qui a reçu la sanction royale le 10 décembre 2020, a fourni des crédits pour le solde des dépenses prévues présentées dans le Budget principal des dépenses 2020-2021.

La *Loi de crédits no 5 pour 2020-2021*, qui a reçu la sanction royale le 10 décembre 2020, a fourni des crédits pour les besoins supplémentaires présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021.

En mars 2021, le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi visant à fournir le financement dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2020-2021					
	Budget principal	Budget supplémentaire				
		A	B	C	Total	
(dollars)						
Dépenses budgétaires						
Crédits votés	125 104 431 525	6 038 435 084	20 874 356 290	13 365 393 906	165 382 616 805	
Postes législatifs	179 473 110 416	80 922 089 655	58 311 785 774	(5 401 774 616)	313 305 211 229	
Total des dépenses budgétaires	304 577 541 941	86 960 524 739	79 186 142 064	7 963 619 290	478 687 828 034	
Dépenses non budgétaires						
Crédits votés	87 203 001	.....	1	.....	87 203 002
Postes législatifs	2 958 783 460	200 000 000	1 273 506 658	200 000 000	4 632 290 118	
Total des dépenses non budgétaires	3 045 986 461	200 000 000	1 273 506 659	200 000 000	4 719 493 120	

Dépenses législatives liées à la COVID-19

En plus des lois de crédits habituelles pour l'exercice financier, le Parlement a adopté, pendant la pandémie, plusieurs textes législatifs autorisant des dépenses connexes. Six projets de lois ont été adoptés au cours de la première session de la 43e législature : C-12, C-13, C-14, C-15, C-16 et C-20.

La *Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques (mandat spécial)* (projet de loi C-12) a reçu la sanction royale le 13 mars 2020. Cette loi a modifié la *Loi sur la gestion des finances publiques* afin de permettre qu'un mandat spécial autorisant un paiement sur le Trésor puisse être établi pendant que le Parlement était en session, mais ne siégeait pas. Aucun mandat spécial n'a été établi, et cette modification a été abrogée le 24 juin 2020.

La *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* (projet de loi C-13) a reçu la sanction royale le 25 mars 2020. Cette loi prévoyait des autorisations financières de grande portée, en édictant :

- la *Loi sur la prestation canadienne d'urgence*, qui a instauré le versement d'allocations de soutien du revenu aux travailleurs qui subissent une perte de revenus liée à la pandémie;
- la *Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national*, qui a autorisé le paiement de sommes relativement à des événements de santé publique d'intérêt national. Elle prévoit également son abrogation le 30 septembre 2020.

La *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* a également modifié la législation existante, notamment pour :

- instaurer un paiement additionnel unique à l'égard du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée;
- prévoir un montant supplémentaire unique à l'égard de l'allocation canadienne pour enfants en mai 2020;
- réduire le montant minimal requis des retraits des fonds enregistrés de revenu de retraite pour 2020;
- accorder aux employeurs admissibles une subvention salariale temporaire de 10 % pour la période de trois mois se terminant le 19 juin 2020;
- supprimer les frais d'intérêt et les exigences de paiement des prêts aux étudiants et aux apprentis du 30 mars au 30 septembre 2020;
- conférer au ministre de l'Emploi et du Développement social le pouvoir de prendre des arrêtés provisoires, en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*, afin d'atténuer les répercussions économiques découlant de la COVID-19;
- autoriser des versements supplémentaires aux provinces et aux territoires pour l'exercice commençant le 1er avril 2019;
- autoriser le ministre des Finances à effectuer des paiements aux provinces ou aux territoires, à effectuer des paiements ou à prendre des décisions liés au capital de certaines sociétés d'État (notamment à Exportation et développement Canada et à la Banque de développement du Canada qui offrent du soutien à la liquidité, entre autres par l'entremise du Programme de crédit aux entreprises et du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes), à effectuer des paiements pour promouvoir la stabilité ou maintenir l'efficacité du système financier, à emprunter des sommes et à augmenter la limite de protection de l'assurance-dépôts.

La *Loi no 2 sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* (projet de loi C-14) a reçu la sanction royale le 11 avril 2020. La *Loi* a introduit une subvention salariale d'urgence et a fixé au 30 septembre 2020 la date d'abrogation de certains des changements apportés à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et édictés par la première *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* (projet de loi C-13).

La *Loi sur la prestation canadienne d'urgence pour étudiants* (projet de loi C-15) a reçu la sanction royale le 1er mai 2020. La *Loi* a établi des prestations d'urgence pour les étudiants qui sont inscrits à des programmes d'études post-secondaires ou qui ont terminé leurs études secondaires et ont présenté une demande d'admission à un programme d'études post-secondaires.

La *Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du lait* (projet de loi C-16) a reçu la sanction royale le 1er mai 2020. La *Loi* a accru le montant maximal des prêts consentis à la Commission et les montants des lignes de crédit que la Commission peut utiliser.

La *Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19* (projet de loi C-20) a reçu la sanction royale le 27 juillet 2020. La *Loi* a révisé les critères d'admissibilité à la Subvention salariale d'urgence du Canada, a prolongé la Subvention et a autorisé un paiement unique aux personnes handicapées.

Les projets de loi suivants ont été présentés lors de la deuxième session de la 43e législature.

La *Loi sur des mesures en réponse à la COVID-19* (projet de loi C-4) a reçu la sanction royale le 2 octobre 2020. La *Loi* :

- édicte la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique* afin d'autoriser le versement de la prestation canadienne de relance économique, de la prestation canadienne de maladie pour la relance économique et de la prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants;
- modifie la *Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national* afin de limiter, à compter du 1er octobre 2020, les paiements effectués en vertu de cette loi pour des mesures précisées, jusqu'à concurrence des montants précisés. Elle reporte également au 31 décembre 2020 l'abrogation de cette loi.

La ***Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Subvention d'urgence pour le loyer du Canada et Subvention salariale d'urgence du Canada)*** (projet de loi C-9) a reçu la sanction royale le 19 novembre 2020. La *Loi* révise les critères d'admissibilité ainsi que le niveau de subventionnement de la Subvention salariale d'urgence du Canada. Elle prolonge la Subvention jusqu'au 30 juin 2021. La *Loi* introduit également la Subvention d'urgence pour le loyer du Canada, qui offre un allégement à l'égard du loyer et des intérêts sur les dettes contractées pour acquérir des biens immobiliers utilisés par les entreprises, les organismes de bienfaisance et les organismes à but non lucratif.

La ***Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020 (projet de loi C-14)*** a été présentée le 2 décembre 2020 à la Chambre des communes. Si la loi est adoptée, elle permettra :

- d'effectuer des versements supplémentaires aux familles avec des enfants de moins de six ans;
- de supprimer les frais d'intérêts des prêts aux étudiants et aux apprentis du 1er avril 2021 au 31 mars 2022;
- d'autoriser des paiements jusqu'à concurrence d'un montant déterminé aux agences de développement régional pour le Fonds d'aide et de relance régionale jusqu'au 31 mars 2021;
- d'autoriser des paiements jusqu'à concurrence de montants déterminés pour des initiatives liées à la santé mentale et à la consommation de substances dans le contexte de la COVID-19, aux soins de longue durée, au dépistage de la COVID-19, aux outils de soins et de santé mentale virtuels, à la recherche médicale, aux contremesures médicales, au financement et au développement de vaccins, ainsi qu'aux mesures relatives aux frontières et aux voyages et centres d'isolement;
- d'autoriser des paiements jusqu'à concurrence d'un montant déterminé pour le versement de l'allocation de soutien du revenu au titre de la Prestation canadienne d'urgence jusqu'au 31 mars 2021;
- d'augmenter le montant maximum de certains emprunts.

Principaux postes

Ci-dessous figure une liste des principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour l'approbation du Parlement.

Agence de la santé publique du Canada : 2 482,7 millions de dollars

Fonds pour développer la recherche médicale et des vaccins (COVID-19)

Ces fonds permettront de financer la recherche, ainsi que le développement et l'achat de vaccins et de traitements, y compris des contrats d'achat préalables de vaccins.

Agence de la santé publique du Canada : 1 722,3 millions de dollars

Fonds destinés à l'acquisition de matériel de protection et d'équipement médical (COVID-19)

Ces fonds permettront de procéder à l'achat rapide et en vrac d'équipement de protection individuelle essentiel et de fournitures et d'équipements médicaux nécessaires au nom du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires. Les provisions de tous les ordres de gouvernement seront régulièrement refaites pour répondre aux demandes croissantes liées à la pandémie de COVID-19 dans le système de santé.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 1 702,0 millions de dollars

Fonds pour effectuer des rajustements à la rémunération — Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés

Ces fonds indemniseront les ministères, les organismes et les sociétés d'État tributaires de crédits parlementaires pour les répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements connexes apportés aux modalités de service ou d'emploi. Les coûts découlent des ententes signées entre le 12 septembre et le 10 décembre 2020. Des fonds sont également prévus pour indemniser les membres actuels de l'AFPC pour les dommages généraux liés au système de paye Phénix et pour les griefs découlant de la mise en œuvre tardive du cycle de négociations collectives de 2014.

Agence de la santé publique du Canada : 536,5 millions de dollars

Fonds destinés aux contre-mesures médicales (COVID-19)

Ces fonds serviront à accroître la capacité nationale au stade final de la production de vaccins, qui comprend des activités comme la stérilisation, le remplissage, le scellage et l'étiquetage des flacons de vaccins.

Ministère des Services aux Autochtones : 525,7 millions de dollars

Fonds pour poursuivre les interventions de santé publique dans les communautés autochtones (COVID-19)

Ces fonds serviront à soulager les pressions exercées sur les services de santé existants, à soutenir les mesures de santé publique prises par la communauté pour prévenir la propagation de la COVID-19 et à mettre en place des structures d'isolement, d'évaluation et d'hébergement temporaires. Ces fonds seront également utilisés pour assurer un niveau approprié en ce qui a trait à la capacité de mobilisation des ressources humaines en santé, au transport, aux fournitures et aux équipements médicaux.

Agence de la santé publique du Canada : 522,9 millions de dollars**Fonds destinés à l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données (COVID-19)**

Ces fonds seront utilisés pour aider les provinces et les territoires à assumer les coûts liés à l'augmentation de leur capacité à effectuer des tests, à réaliser la recherche des contacts et à communiquer les données de santé publique qui aideront à lutter contre la pandémie. Des fonds seront également alloués pour améliorer et moderniser les systèmes de gestion des données et d'information connexes.

Agence de la santé publique du Canada : 485,1 millions de dollars**Fonds pour mener des recherches novatrices et acquérir des technologies de dépistage liées à la pandémie (COVID-19)**

Ces fonds serviront à acheter des fournitures pour le dépistage (dispositifs, kits de test, consommables) et à mettre au point de nouveaux outils servant à évaluer la façon dont le virus circule au Canada et les répercussions des diverses interventions.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement : 400,0 millions de dollars**Fonds pour soutenir la reprise et la résilience des pays en développement (COVID-19)**

Ces fonds permettront de financer l'aide humanitaire et à la croissance dans les pays en développement afin de s'attaquer aux domaines où les problèmes ont été exacerbés par la pandémie : santé, éducation, sécurité alimentaire, travail de soins, égalité des sexes et prévention de la violence fondée sur le sexe.

Ministère des Services aux Autochtones : 383,8 millions de dollars**Financement affecté au Fonds de soutien aux communautés autochtones (COVID-19)**

Ce financement sera utilisé pour mettre en place des mesures communautaires de prévention et d'intervention liées à la COVID-19, notamment des mesures de soutien aux personnes âgées et aux membres vulnérables de la communauté, des mesures visant à lutter contre l'insécurité alimentaire, une aide à l'éducation et d'autres formes de soutien aux enfants, des mesures de soutien en santé mentale et des services d'intervention d'urgence.

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux : 380,0 millions de dollars**Fonds pour approvisionner le système de santé (COVID-19)**

Ces fonds serviront à acquérir et à distribuer des biens et services clés, comme de l'équipement médical, y compris de l'équipement de protection du personnel pour un large éventail d'organisations qui participent à la réponse à la COVID-19 ou qui fournissent des services essentiels non médicaux à la population canadienne.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement : 341,3 millions de dollars**Fonds pour aider les pays en développement à faire face aux répercussions des changements climatiques**

Ce financement sera utilisé pour contribuer au Fonds international de développement agricole en vue de soutenir des projets liés au climat dans les zones rurales des pays en développement, et à la Banque africaine de développement en vue d'investir dans des projets d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci.

Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans l'Énoncé économique de l'automne de 2020 et les budgets des dépenses 2020-2021. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2020 et des Budgets des dépenses de 2020-2021

	2020-2021 (milliards de dollars)
Autorisations à ce jour 2020-2021	479,5
Notamment :	
En lien avec la COVID-19	159,5
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	147,2
Notamment :	
Subvention salariale d'urgence du Canada	83,5
Prestations d'assurance-emploi	32,2
Allocation canadienne pour enfants	27,9
Autres crédits d'impôt et remboursements	3,6
Plus : Recettes nettes	12,6
Plus : Rajustements comptables et autres	2,3
Énoncé économique de l'automne de 2020 (Total – Dépenses projetées pour 2020-2021)	641,6

Postes non compris dans les budgets des dépenses

L'Énoncé économique de l'automne englobe toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives, comme les prestations d'assurance-emploi, et les dispositions pour les obligations futures, comme les pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle de l'Énoncé économique de l'automne. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans l'Énoncé économique de l'automne. Les coûts liés à la Subvention salariale d'urgence du Canada, aux prestations pour enfants et aux prestations d'assurance-emploi sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

La Subvention salariale d'urgence du Canada et l'Allocation canadienne pour enfants sont constituées en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et sont considérées comme des dépenses aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ces éléments ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement sur le compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt que sur un crédit ministériel, et ne sont donc pas précisément inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

L'Énoncé économique de l'automne est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux publications. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus ainsi qu'un certain nombre d'autres rajustements nécessaires pour prévoir les dépenses sur une base entièrement consolidée.

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations depuis le Budget principal des dépenses 2020-2021

Les modifications apportées à la structure gouvernementale ci-dessous sont entrées en vigueur depuis la publication du Budget principal des dépenses 2020-2021 :

- Le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada a été nommé ministre compétent du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décrets C.P. 2020-640 et 641);
- Le programme des Bureaux régionaux de ministres a été transféré du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au Bureau du Conseil privé et les crédits non utilisés ont été considérés comme étant affectés au Bureau du Conseil privé (décret C.P. 2020-525).

Les autorisations nouvelles et modifiées ci-dessous sont demandées au moyen de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- Le Service correctionnel du Canada modifie le crédit 1 pour ajouter l'autorisation de dépenser les recettes provenant de la prestation de services de soutien internes;
- Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ajoute le crédit 15 pour la renonciation d'une dette, et le crédit 20 pour la radiation des dettes liées aux prêts consentis à des immigrants;
- Le ministère de l'Emploi et du Développement social ajoute le crédit 10 pour la radiation de dettes liées au paiement excessif des rentes sur l'État, et le crédit 15 pour la radiation de dettes liées aux prêts aux étudiants;
- Le ministère des Finances modifie le crédit 1 pour inclure des subventions;
- Le ministère des Pêches et des Océans ajoute le crédit 15 pour la radiation de dettes liées à des prêts aux pêcheurs d'aiglefin et à un prêt à un producteur de poisson de fond congelé;
- Le ministère de la Défense nationale ajoute le crédit 20 pour la radiation de dettes liées à un prêt d'affectation à l'étranger et à une avance de voyage, et le crédit 25 pour la renonciation d'une dette;
- L'Agence de la santé publique du Canada modifie le crédit 10 pour augmenter ou diminuer les subventions énumérées, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 123 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2020-2021. De ces organisations, 58 sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses, soit 2 à titre d'information et 56 pour l'examen approfondi par le Parlement.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Autorisations à ce jour (dollars)	Budget des dépenses 2020-2021
				Présent budget supplémentaire des dépenses
				Autorisations proposées
Budgétaire				
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	817 770 631	898 271 254	917 728 788	..... 917 728 788
Administration du pipe-line du Nord	230 481	1 084 070	1 083 120	..... 1 083 120
Agence canadienne d'évaluation d'impact	47 564 021	72 340 163	78 905 132	..... 78 905 132
Agence canadienne d'inspection des aliments	792 307 291	735 976 622	778 647 205	12 992 678 791 639 883
Agence canadienne de développement économique du Nord	45 823 015	67 590 045	119 138 555	3 625 000 122 763 555
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	293 136 844	329 197 937	595 528 911	18 003 735 613 532 646
Agence de la santé publique du Canada	675 351 991	640 758 771	20 983 184 656	66 479 077 21 049 663 733
Agence de promotion économique du Canada atlantique	349 597 552	349 520 966	546 172 651	48 923 659 595 096 310
Agence des services frontaliers du Canada	2 154 937 683	2 197 512 236	2 515 436 089	7 937 320 2 523 373 409
Agence du revenu du Canada	5 121 113 058	4 526 961 632	9 832 688 252	109 750 560 9 942 438 812
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	236 705 798	265 967 366	695 560 361	..... 695 560 361
Agence Parcs Canada	1 460 324 164	1 678 287 818	1 546 749 900	54 195 000 1 600 944 900
Agence spatiale canadienne	305 745 600	398 699 053	449 523 737	(75 000) 449 448 737
Autorité du pont Windsor-Détroit	330 500 000	831 733 625	778 634 323	..... 778 634 323
Bibliothèque du Parlement	47 529 391	51 100 298	53 408 759	..... 53 408 759
Bibliothèque et Archives du Canada	124 630 164	164 308 300	144 388 907	2 067 344 146 456 251
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	32 120 902	33 523 270	35 498 033	..... 35 498 033
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 201 287	5 322 796	5 402 500	..... 5 402 500
Bureau de l'infrastructure du Canada	5 654 251 732	10 935 587 591	8 034 623 438	2 216 392 8 036 839 830
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	34 657 197	.....	.....	.....
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	595 476 569	617 710 000	656 021 061	3 000 000 659 021 061
Bureau du commissaire au renseignement	.....	.....	2 238 115	658 000 2 896 115
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 517 765	7 142 923	7 514 511	..... 7 514 511
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 123 396	2 144 935	.....	.....
Bureau du Conseil privé	214 277 265	189 293 468	207 330 402	(10 700 000) 196 630 402
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	1 141 279	1 357 010	1 352 901	..... 1 352 901
Bureau du directeur des poursuites pénales	196 768 325	202 161 749	211 039 852	..... 211 039 852
Bureau du directeur général des élections	183 748 473	498 079 615	135 642 126	..... 135 642 126
Bureau du directeur parlementaire du budget	5 431 405	7 755 698	7 246 196	..... 7 246 196

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Autorisations à ce jour (dollars)	Budget des dépenses 2020-2021	
				Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du secrétaire du gouverneur général	23 177 102	23 115 511	23 984 341	.....	23 984 341
Bureau du surintendant des institutions financières	168 283 218	165 419 339	201 066 474	.....	201 066 474
Bureau du vérificateur général	88 001 866	88 238 296	91 086 193	14 211 300	105 297 493
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	10 560 048	9 047 301	13 288 917	.....	13 288 917
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	51 391 288	56 547 518	80 587 101	.....	80 587 101
Centre de la sécurité des télécommunications	681 655 834	764 101 413	741 608 839	47 039 061	788 647 900
Centre de recherches pour le développement international	140 366 150	142 907 117	141 848 784	.....	141 848 784
Chambre des communes	487 413 018	520 719 615	538 955 738	.....	538 955 738
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	4 992 553	5 154 817	.....	.....	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	2 311 207	4 053 312	5 446 035	.....	5 446 035
Comité externe d'examen des griefs militaires	6 309 889	6 801 924	7 182 546	.....	7 182 546
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 621 112	5 527 386	5 776 528	.....	5 776 528
Commissariat au lobbying	5 309 614	4 854 416	4 746 797	.....	4 746 797
Commissariat aux langues officielles	21 902 520	21 680 305	22 432 169	.....	22 432 169
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	39 738 792	45 821 624	47 784 024	.....	47 784 024
Commission canadienne de sûreté nucléaire	148 923 106	144 645 174	145 901 152	.....	145 901 152
Commission canadienne des droits de la personne	22 712 846	25 786 271	34 081 209	.....	34 081 209
Commission canadienne des grains	2 153 157	6 141 489	6 789 563	.....	6 789 563
Commission canadienne du lait	3 979 440	3 772 890	3 903 550	.....	3 903 550
Commission canadienne du tourisme	98 682 907	100 665 913	95 665 913	.....	95 665 913
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	9 885 329	11 116 143	10 671 607	.....	10 671 607
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 775 505	4 756 932	5 018 449	.....	5 018 449
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	158 358 635	223 467 352	286 248 727	.....	286 248 727
Commission de la capitale nationale	109 488 016	136 262 540	147 539 371	1 944 599	149 483 970
Commission de la fonction publique	86 565 632	85 459 355	92 062 970	.....	92 062 970
Commission des champs de bataille nationaux	10 858 717	9 326 814	10 233 845	.....	10 233 845
Commission des débats des chefs	141 793	4 629 699	5 628 141	.....	5 628 141
Commission des libérations conditionnelles du Canada	49 754 270	49 079 536	52 776 671	2 200 000	54 976 671
Commission du droit d'auteur	3 733 598	4 177 804	4 388 480	.....	4 388 480
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 502 605	11 249 939	13 087 668	.....	13 087 668

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Autorisations à ce jour	Budget des dépenses 2020-2021	
				Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Conseil canadien des normes	17 973 672	17 910 000	18 401 000	.....	18 401 000
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	10 298 335	16 612 511	18 256 980	.....	18 256 980
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	11 080 444	15 392 486	48 027 937	50 000 000	98 027 937
Conseil de recherches en sciences humaines	873 129 828	941 908 069	1 481 648 051	(162 264)	1 481 485 787
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 330 149 905	1 362 903 251	1 530 426 017	916 575	1 531 342 592
Conseil des Arts du Canada	292 790 894	327 771 295	425 571 295	.....	425 571 295
Conseil national de recherches du Canada	1 145 203 852	1 203 036 983	1 894 475 137	6 900 683	1 901 375 820
École de la fonction publique du Canada	85 235 139	87 677 758	82 251 004	.....	82 251 004
Énergie atomique du Canada limitée	829 233 292	1 197 832 026	1 254 166 523	.....	1 254 166 523
Gendarmerie royale du Canada	3 789 228 428	3 930 424 091	3 921 072 074	24 510 389	3 945 582 463
Instituts de recherche en santé du Canada	1 150 927 127	1 200 471 228	1 621 922 228	1 955 691	1 623 877 919
Investir au Canada	10 718 935	36 056 589	36 094 386	.....	36 094 386
La Société des ponts fédéraux Limitée	3 463 982	.....	6 144 407	6 976 000	13 120 407
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	166 797 775	322 063 784	327 620 136	.....	327 620 136
Marine Atlantique S.C.C.	125 945 000	155 904 000	142 576 235	.....	142 576 235
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	2 157 945 637	2 934 857 612	3 014 450 549	471 974 914	3 486 425 463
Ministère de l'Emploi et du Développement social	61 202 150 819	65 339 308 107	170 217 546 246	(482 214 732)	169 735 331 514
Ministère de l'Environnement	1 393 354 692	1 962 992 504	2 029 390 496	70 748 935	2 100 139 431
Ministère de l'Industrie	2 276 001 071	2 973 676 575	3 865 132 556	77 081 812	3 942 214 368
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	2 403 858 757	3 353 738 110	3 331 671 594	68 265 113	3 399 936 707
Ministère de la Défense nationale	21 615 941 912	23 153 726 787	25 167 403 337	(63 055 009)	25 104 348 328
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	242 367 541	310 269 951	910 865 645	163 890 000	1 074 755 645
Ministère de la Justice	788 807 345	780 186 132	785 425 259	78 494 860	863 920 119
Ministère de la Santé	2 369 749 252	2 624 456 658	4 009 175 474	603 103 068	4 612 278 542
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	727 600 440	897 735 805	783 811 207	79 998 424	863 809 631
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	7 056 875 302	7 361 494 333	7 855 949 599	1 603 165 517	9 459 115 116
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	4 431 657 305	6 977 875 609	.....	.....	.....
Ministère des Anciens Combattants	4 690 462 953	5 275 942 274	5 371 335 883	56 268 000	5 427 603 883
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	37 489 169	115 925 602	222 039 617	.....	222 039 617
Ministère des Finances	94 097 710 160	98 970 991 470	117 726 804 381	1 792 707 892	119 519 512 273
Ministère des Pêches et des Océans	3 282 911 070	3 369 195 052	4 566 188 888	(183 075 280)	4 383 113 608
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	.....	1 276 991 586	6 721 930 623	138 567 996	6 860 498 619
Ministère des Ressources naturelles	1 402 966 977	2 538 820 856	1 765 599 131	88 638 064	1 854 237 195

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Autorisations à ce jour (dollars)	Budget des dépenses 2020-2021	
				Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Services aux Autochtones	11 587 017 459	13 315 377 698	16 341 880 407	1 495 665 132	17 837 545 539
Ministère des Transports	1 228 931 304	2 100 765 349	2 540 333 345	7 550 000	2 547 883 345
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	3 879 076 634	4 441 714 808	5 660 340 566	23 164 255	5 683 504 821
Ministère du Patrimoine canadien	1 409 564 221	1 593 517 930	2 019 515 162	8 668 417	2 028 183 579
Musée canadien de l'histoire	76 246 579	75 630 284	76 813 146	.....	76 813 146
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	8 241 303	7 905 183	9 944 758	.....	9 944 758
Musée canadien de la nature	31 115 297	28 981 201	33 012 441	.....	33 012 441
Musée canadien des droits de la personne	25 335 980	26 954 953	27 709 539	.....	27 709 539
Musée des beaux-arts du Canada	51 461 041	46 613 922	51 538 777	.....	51 538 777
Musée national des sciences et de la technologie	30 242 918	30 842 380	35 906 354	.....	35 906 354
Office des transports du Canada	33 144 190	38 535 389	44 616 006	.....	44 616 006
Office national de l'énergie	108 105 967	95 354 751	.....	.....	.....
Office national du film	70 510 134	68 370 782	68 143 401	4 740 000	72 883 401
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	.....	9 891 190	17 074 512	.....	17 074 512
Régie canadienne de l'énergie	.....	2 610 546	108 705 284	.....	108 705 284
Registraire de la Cour suprême du Canada	37 748 225	36 856 809	39 355 502	544 741	39 900 243
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	.....	19 523 508	24 048 632	.....	24 048 632
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 270 574	6 143 317	6 207 743	.....	6 207 743
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	3 632 272	3 490 728	3 713 233	.....	3 713 233
Secrétariat du Conseil du Trésor	6 155 857 445	7 588 422 275	4 833 585 807	1 715 574 281	6 549 160 088
Sénat	96 090 131	114 188 759	115 563 738	.....	115 563 738
Service administratif des tribunaux judiciaires	85 319 280	94 863 947	100 564 196	5 688 446	106 252 642
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	69 530 990	64 154 187	75 833 331	.....	75 833 331
Service canadien du renseignement de sécurité	586 607 955	622 434 950	671 734 618	.....	671 734 618
Service correctionnel du Canada	2 589 320 065	2 650 251 566	2 793 943 778	243 160 279	3 037 104 057
Service de protection parlementaire	83 844 538	90 944 466	92 605 109	.....	92 605 109
Services partagés Canada	1 847 809 063	2 127 558 553	2 490 746 662	35 638 365	2 526 385 027
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 086 437 654	2 744 251 250	6 831 598 711	(811 900 000)	6 019 698 711
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	35 439 021	35 270 142	53 660 142	.....	53 660 142
Société Radio-Canada	1 210 831 413	1 210 797 846	1 329 997 846	.....	1 329 997 846
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	24 656 671	32 801 608	32 473 020	1	32 473 021
Statistique Canada	507 744 090	513 281 565	636 238 039	7 500 000	643 738 039

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Autorisations à ce jour	Budget des dépenses 2020-2021	
				Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			(dollars)		
Téléfilm Canada	101 898 978	109 378 949	181 633 949	.....	181 633 949
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	9 906 100	10 911 155	11 336 710	.....	11 336 710
VIA Rail Canada Inc.	496 246 801	732 794 011	828 889 568	187 500 000	1 016 389 568
Total budgétaire	276 805 954 349	310 141 662 007	471 545 328 210	7 963 619 290	479 508 947 500
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	4 519 334	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 286 977 547	1 188 500 746	2 245 100 994	.....	2 245 100 994
Ministère de l'Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	6 817 034	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	6 578 674	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	8 401 786	17 000 001	117 038 552	.....	117 038 552
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	13 530 185	56 303 000	.....	.....	.....
Ministère des Anciens Combattants	(1 807)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Finances	43 877 471 677	51 400 000	250 200 000	200 000 000	450 200 000
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	.....	.....	25 903 000	.....	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 282 463	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(590 799 778)	954 899 667	1 880 450 574	.....	1 880 450 574
Total non budgétaire	44 617 777 115	2 268 903 414	4 519 493 120	200 000 000	4 719 493 120

Postes horizontaux

Les postes inscrits dans ce tableau sont des initiatives horizontales et des postes financés conjointement. Ces deux types de postes horizontaux concernent deux organisations ou plus ayant une entente de financement officielle (par exemple, un mémoire au Cabinet ou une présentation au Conseil du Trésor). Dans le cadre des initiatives horizontales, les organisations travaillent en partenariat en vue d'atteindre des résultats communs. Dans le cadre des postes financés conjointement, les organisations reçoivent un financement supplémentaire, et chacune contribue de manière indépendante à la réalisation des objectifs énoncés.

Postes horizontaux

Organisation	Montant (dollars)
Fonds pour accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada	
Le système d'octroi de l'asile du Canada a été confronté à des pressions liées au nombre élevé de demandeurs d'asile. Le financement de 2020-2021 sera utilisé pour fournir des logements d'urgence et des services de soutien ainsi que pour améliorer l'interopérabilité des différents systèmes de technologie de l'information liés au système d'octroi de l'asile afin d'accroître l'efficacité administrative et d'accélérer le traitement des demandes.	
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	20 270 974
Services partagés Canada	3 082 833
Total des postes législatifs	<u>1 055 142</u>
Total	24 408 949
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021	
Agence des services frontaliers du Canada	6 008 025
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	1 905 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	22 300 000
Total des postes législatifs	<u>746 125</u>
Total	30 959 150
Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	237 109
• Dépenses de fonctionnement pour améliorer les processus de contrôle de sécurité et de traitement des demandes.	
Total cumulatif pour 2020-2021	<u>55 605 208</u>

Fonds pour l'initiative du transport aérien régional (COVID-19)

Ce financement permettra de promouvoir l'accès fiable et abordable aux activités et services essentiels des aéroports et des transporteurs aériens régionaux et locaux. Chaque organisation fournira des subventions et/ou des contributions aux municipalités, provinces et territoires, organisations à but non lucratif, entreprises et organisations autochtones pour aider à maintenir les services essentiels de transport aérien et l'activité économique connexe.

Agence canadienne de développement économique du Nord	625 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	14 375 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	10 000 000
Ministère de l'Industrie	5 875 000
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	13 250 000
Total	44 125 000

Fonds pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles autochtones, et pour fournir des services de santé mentale

Ce financement contribuera à la mise en place d'un plan d'action national visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles autochtones, à la réalisation d'activités de prévention de la violence, à l'offre de refuges et à la mise en œuvre d'initiatives en matière de sécurité communautaire. Ce financement servira également à fournir un soutien d'ordre culturel, mental et émotionnel aux survivants de la violence, à leur famille et aux personnes inscrites au recours collectif relatif à la convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux.

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 008 779
• Dépenses de fonctionnement pour l'Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones, qui aide ces dernières à définir leurs priorités en matière de sécurité et à planifier des solutions communautaires visant à traiter les causes profondes de la criminalité et de la violence.	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	815 525
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour favoriser l'adoption de solutions communautaires visant à réduire la violence systémique à l'égard des femmes et des filles autochtones et des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, allosexuelles, en questionnement, intersexuées et asexuelles, et à remédier aux préjugés liés à la fréquentation des externats indiens fédéraux.	
Ministère des Services aux Autochtones	29 419 153
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour favoriser l'adoption de solutions communautaires visant à réduire la violence, à remédier aux préjugés liés à la fréquentation des externats indiens fédéraux, à combler les lacunes des services et les disparités salariales dans 46 refuges d'urgence et à apporter un soutien aux refuges hors réserve utilisés par les femmes et les enfants autochtones.	
Total des postes législatifs	426 902
Total	31 670 359

Fonds pour répondre au rapport final de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : Réclamer notre pouvoir et notre place

Ce financement sera utilisé pour mobiliser les organismes autochtones dans l’élaboration et la mise en œuvre de mesures en réponse au rapport final de l’Enquête nationale, et pour lutter contre la violence fondée sur le genre subie par les femmes, filles et personnes LGBTQ2 autochtones.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	6 000 000
Ministère des Services aux Autochtones	4 172 087
Société canadienne d’hypothèques et de logement	3 278 000
Total des postes législatifs	25 362
Total	13 475 449

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	2 796 705
Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021	
Ministère de la Justice	7 271 386
• Dépenses de fonctionnement pour fournir un soutien et une assistance directs aux familles des victimes.	
Total des postes législatifs	25 344
Total	7 296 730
Total cumulatif pour 2020-2021	23 568 884

Fonds pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Ce financement favorise la participation des groupes autochtones à l’élaboration d’un projet de loi visant à fournir un cadre pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones au Canada.

Ministère de la Justice	1 850 039
• Dépenses de fonctionnement pour planifier et gérer le processus de mobilisation, élaborer les dispositions législatives et appuyer ces dernières au moyen du processus parlementaire.	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	5 200 000
• Contributions pour collaborer avec divers groupes autochtones et pour rembourser les dépenses admissibles des groupes participants.	
Total des postes législatifs	115 120
Total	7 165 159

Fonds pour le projet d’automatisation du processus de filtrage de sécurité

Une fois achevé, le projet permettra de rationaliser et d’automatiser le processus de contrôle de sécurité pour les demandes d’asile présentant un faible risque, ce qui réduira les délais de contrôle de sécurité et libérera des ressources qui pourront être consacrées aux cas dont le risque est plus élevé. Ce financement facilitera la définition du projet et la phase initiale de développement de l’infrastructure de technologie de l’information.

Agence des services frontaliers du Canada	4 871 983
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour diriger la planification, la conception et le développement d’une solution modernisée de gestion des cas.	
Ministère de la Citoyenneté et de l’Immigration	295 202
• Dépenses de fonctionnement pour collaborer au développement d’une solution modernisée de gestion des cas.	
Total des postes législatifs	539 371
Total	5 706 556

Fonds pour appuyer le Plan canadien de prévention des inondations

Ce financement facilitera la formulation d'options d'assurance résidentielle dans les zones où le risque d'inondation est élevé, ainsi que la formulation d'options de réinstallation potentielle des Canadiens habitant dans des zones les plus menacées par des inondations récurrentes. Ce financement servira également à étudier la disponibilité d'une assurance habitation dans les réserves et les besoins particuliers des populations autochtones hors réserve en ce qui concerne les inondations.

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	2 396 628
• Dépenses de fonctionnement pour créer un groupe de travail chargé de formuler des options détaillées concernant un programme national d'assurance habitation pour les propriétaires dans des zones où le risque d'inondation est élevé, ainsi que des options basées sur les meilleures pratiques internationales pour la réinstallation potentielle des propriétaires habitant dans les zones les plus menacées par des inondations récurrentes.	
Ministère des Services aux Autochtones	947 124
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour recueillir des données de base sur la disponibilité d'une assurance habitation dans les réserves et sur les obstacles à l'accès, ainsi que sur les besoins particuliers des autochtones hors réserve, y compris les Inuits et les Métis, en ce qui concerne les inondations.	
Total des postes législatifs	361 241
Total	3 704 993

Fonds pour le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (COVID-19)

Ce financement aidera les organisations commerciales dirigées par des membres de la communauté noire dans tout le pays à fournir, aux entrepreneurs noirs, des services de soutien aux entreprises, comme des services de mentorat, de réseautage, de planification financière et de formation en gestion d'entreprise. Il aidera également à la réalisation de travaux de recherche pour aider à cerner les obstacles à la réussite et à dégager des possibilités de croissance.

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	103 500
• Dépenses de fonctionnement pour soutenir les organisations commerciales dirigées par des membres de la communauté noire.	
Agence de promotion économique du Canada atlantique	260 623
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour soutenir les organisations commerciales dirigées par des membres de la communauté noire.	
Total des postes législatifs	31 098
Total	395 221

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (C) 2020-2021

Détails par organisation

Agence canadienne d'inspection des aliments	1
Agence canadienne de développement économique du Nord	2
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3
Agence de la santé publique du Canada	5
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9
Agence des services frontaliers du Canada	11
Agence du revenu du Canada	13
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	15
Agence Parcs Canada	17
Agence spatiale canadienne	19
Bibliothèque et Archives du Canada	20
Bureau de l'infrastructure du Canada	21
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	22
Bureau du commissaire au renseignement	23
Bureau du Conseil privé	24
Bureau du vérificateur général	25
Centre de la sécurité des télécommunications	26
Commission de la capitale nationale	27
Commission des libérations conditionnelles du Canada	28
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	29
Conseil de recherches en sciences humaines	30
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	31
Conseil national de recherches du Canada	33
Gendarmerie royale du Canada	35
Instituts de recherche en santé du Canada	36
La Société des ponts fédéraux Limitée	38
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	39
Ministère de l'Emploi et du Développement social	41
Ministère de l'Environnement	44
Ministère de l'Industrie	46
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	49
Ministère de la Défense nationale	51
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	53
Ministère de la Justice	55
Ministère de la Santé	57
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	60
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	62
Ministère des Anciens Combattants	66
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	68
Ministère des Finances	69
Ministère des Pêches et des Océans	71
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	74
Ministère des Ressources naturelles	77
Ministère des Services aux Autochtones	79
Ministère des Transports	84

Détails par organisation

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	86
Ministère du Patrimoine canadien	88
Office national du film	90
Registraire de la Cour suprême du Canada	91
Secrétariat du Conseil du Trésor	92
Service administratif des tribunaux judiciaires	94
Service correctionnel du Canada	95
Services partagés Canada	97
Société canadienne d'hypothèques et de logement	98
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	100
Statistique Canada	101
Téléfilm Canada	102
VIA Rail Canada Inc.	103

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	607 524 941	.....	10 979 485	618 504 426	
5c Dépenses en capital	24 696 425	.....	225 000	24 921 425	
Total des crédits	632 221 366	.....	11 204 485	643 425 851	
Total des postes législatifs	146 425 839	.....	1 788 193	148 214 032	
Total des dépenses budgétaires	778 647 205	.....	12 992 678	791 639 883	

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour maintenir les services essentiels à l'Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 1c	9 566 298
	Crédit 5c	225 000
Total		9 791 298
Fonds pour le Réseau canadien d'information sur la salubrité des aliments	Crédit 1c	1 413 187
Total des crédits à adopter		11 204 485
Total des crédits législatifs		1 788 193
Total des dépenses budgétaires		12 992 678

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées		
		(dollars)				
Budgétaire						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés						
	80 925 839	1 788 193		82 714 032		

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	20 245 723	.....	.....	20 245 723
5c Subventions et contributions	91 819 516	.....	3 625 000	95 444 516
Total des crédits	112 065 239	.....	3 625 000	115 690 239
Total des postes législatifs	7 073 316	.....	.....	7 073 316
Total des dépenses budgétaires	119 138 555	.....	3 625 000	122 763 555

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 5c	3 000 000
Fonds pour l'initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5c	625 000
Total des crédits à adopter		3 625 000
Total des dépenses budgétaires		3 625 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
			(dollars)
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	48 191 950	3 000 000	51 191 950
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	1 056 101	625 000	1 681 101

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c Dépenses de fonctionnement	42 862 961	.....	103 500	42 966 461	
5c Subventions et contributions	455 394 288	.....	19 525 000	474 919 288	
Total des crédits	498 257 249	.....	19 628 500	517 885 749	
Total des postes législatifs	97 271 662	.....	(1 624 765)	95 646 897	
Total des dépenses budgétaires	595 528 911	.....	18 003 735	613 532 646	

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5c	14 375 000
Fonds pour le développement des infrastructures économiques régionales au Québec	Crédit 5c	3 500 000
Financement pour le Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer (COVID-19)	Crédit 5c	1 650 000
Fonds pour le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1c	103 500
Total des crédits à adopter		19 628 500
Total des crédits législatifs		(1 624 765)
Total des dépenses budgétaires		18 003 735

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	15 600 000	187 500	15 787 500
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	2 600 000	187 500	2 787 500
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	314 933 556	10 400 000	325 333 556
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	59 163 558	8 750 000	67 913 558

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 121 662	25 235	5 146 897
Paiements au Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	2 150 000	(1 650 000)	500 000

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	9 458 759 808	(712 300 000)	6 035 445 421	14 781 905 229
5c Dépenses en capital	83 354 547	9 000 000	48 256 000	140 610 547
10c Subventions et contributions	363 172 553	1 300 000	251 947 356	616 419 909
Total des crédits	9 905 286 908	(702 000 000)	6 335 648 777	15 538 935 685
Total des postes législatifs	11 077 897 748	.....	(5 567 169 700)	5 510 728 048
Total des dépenses budgétaires	20 983 184 656	(702 000 000)	768 479 077	21 049 663 733

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour développer la recherche médicale et des vaccins (COVID-19)	Crédit 1c	2 397 712 418
	Crédit 5c	10 000 000
	Crédit 10c	75 000 000
Total		
Fonds destinés à l'acquisition de matériel de protection et d'équipement médical (COVID-19)	Crédit 1c	1 722 283 700
Fonds destinés aux contre-mesures médicales (COVID-19)	Crédit 1c	536 461 532
Fonds destinés à l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données (COVID-19)		
	Crédit 1c	504 570 313
	Crédit 5c	18 248 000
	Crédit 10c	70 000
Total		
Fonds pour mener des recherches novatrices et acquérir des technologies de dépistage liées à la pandémie (COVID-19)	Crédit 1c	484 509 029
	Crédit 10c	600 000
Total		
Fonds destinés aux mesures relatives au voyage et aux frontières, et aux centres d'isolement (COVID-19)	Crédit 1c	155 154 616
	Crédit 5c	1 800 000
	Crédit 10c	68 601 980
Total		
		225 556 596

Fonds pour renforcer la capacité de mobilisation (COVID-19)	Crédit 1c	196 646 863
	Crédit 5c	11 350 000
	Crédit 10c	500 000
Total		208 496 863
Fonds destinés au Consortium de sérosurveillance (COVID-19)	Crédit 1c	27 722 790
	Crédit 5c	108 000
	Crédit 10c	56 603 920
Total		84 434 710
Fonds pour soutenir la santé mentale et la lutte contre la consommation de substances (COVID-19)	Crédit 10c	50 000 000
Fonds destinés à renforcer les contre-mesures précliniques et médicales au Canada (COVID-19)	Crédit 1c	7 200 000
	Crédit 5c	500 000
Total		7 700 000
Fonds pour acquérir des instruments de dépistage rapide (COVID-19)	Crédit 5c	6 250 000
Fonds pour favoriser la recherche médicale (COVID-19)	Crédit 1c	3 184 160
Fonds pour soutenir une relance sécuritaire dans les communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 10c	571 456
Total des crédits à adopter		6 335 648 777
Total des crédits législatifs		(5 567 169 700)
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du Bureau du Conseil privé à l'Agence de la santé publique du Canada pour des campagnes d'éducation du public sur les mesures de santé publique liées à la COVID-19 et sur la vaccination contre la COVID-19	Crédit 1c	3 000 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour soutenir la réponse initiale du Canada à la COVID-19	Crédit 1c	(10 300 000)
	Crédit 5c	9 000 000
	Crédit 10c	1 300 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour soutenir l'accès des pays en développement aux vaccins et aux traitements contre la COVID-19 et aux outils diagnostiques de la maladie	Crédit 1c	(705 000 000)
Total des transferts		(702 000 000)
Total des dépenses budgétaires		66 479 077

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	20 870 565	111 575 900	132 446 465
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	2 880 050	75 000 000	77 880 050
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	23 759 000	51 300 000	75 059 000
Contributions			
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	59 900 000	14 800 000	74 700 000
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	45 930 101	571 456	46 501 557

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour obtenir du matériel de protection et de l'équipement médical en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	5 147 025 178	(1 722 283 700)	3 424 741 478
Paiements pour la recherche médicale et le développement de vaccins en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	3 821 702 968	(2 482 712 418)	1 338 990 550
Paiements pour l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	622 266 666	(522 888 313)	99 378 353
Paiements pour les mesures relatives au voyage et aux frontières et les centres d'isolement en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	278 038 565	(225 556 596)	52 481 969
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 765 776	18 651 729	48 417 505
Paiements pour le Consortium de sérosurveillance en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	98 450 813	(84 434 710)	14 016 103
Paiements pour la recherche médicale en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	13 498 400	(3 184 160)	10 314 240
Paiements pour les contre-mesures médicales en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	536 473 333	(536 461 532)	11 801
Paiements visant à renforcer les contre-mesures précliniques et médicales au Canada en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	7 700 000	(7 700 000)	. . . . .
Paiements pour soutenir une relance sécuritaire dans les communautés autochtones en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	600 000	(600 000)	. . . . .

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c Dépenses de fonctionnement	72 250 490	.....	24 684	72 275 174	
5c Subventions et contributions	403 947 575	3 297 173	14 795 939	422 040 687		
Total des crédits	476 198 065	3 297 173	14 820 623	494 315 861		
Total des postes législatifs	69 974 586	.....	30 805 863	100 780 449	
Total des dépenses budgétaires	546 172 651	3 297 173	45 626 486	595 096 310		

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5c	10 000 000
Financement pour le Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer (COVID-19)	Crédit 5c	4 560 000
Fonds pour le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1c	24 684
	Crédit 5c	235 939
Total		260 623

Total des crédits à adopter

Total des crédits législatifs

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour faciliter la tenue d'une conférence virtuelle sur la sécurité internationale	Crédit 5c	3 297 173
		3 297 173

Total des transferts

Total des dépenses budgétaires

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	1 187 500	250 000	1 437 500
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	207 572 255	17 843 112	225 415 367

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	20 300 000	20 300 000
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	10 500 000	10 500 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 871 721	5 863	8 877 584

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 009 033 290	598 378	4 433 303	2 014 064 971
5c Dépenses en capital	298 824 291	.....	2 438 680	301 262 971
Total des crédits	2 307 857 581	598 378	6 871 983	2 315 327 942
Total des postes législatifs	207 578 508	.....	466 959	208 045 467
Total des dépenses budgétaires	2 515 436 089	598 378	7 338 942	2 523 373 409

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le projet d'automatisation du processus de filtrage de sécurité (poste horizontal)	Crédit 1c	4 433 303
	Crédit 5c	438 680
Total		4 871 983

Fonds pour l'Initiative de modernisation des opérations postales	Crédit 5c	2 000 000
Total des crédits à adopter		6 871 983

Total des crédits législatifs

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada pour le Centre de soutien des transporteurs aériens	Crédit 1c	1 678 422
Total des transferts		1 678 422

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le projet de la solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada	Crédit 1c	(1 080 044)
Total des transferts		598 378

Total des dépenses budgétaires

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	207 578 508	466 959	208 045 467

Agence du revenu du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 817 412 626	.....	79 023 059	3 896 435 685
5c Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	83 900 170	.....	5 213 945	89 114 115
Total des crédits	3 901 312 796	.....	84 237 004	3 985 549 800
Total des postes législatifs	5 931 375 456	.....	25 513 556	5 956 889 012
Total des dépenses budgétaires	9 832 688 252	.....	109 750 560	9 942 438 812

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds aux fins de gestion de la Subvention salariale d'urgence du Canada (COVID-19)	Crédit 1c	31 106 300
	Crédit 5c	5 213 945
Total		36 320 245
Fonds pour soutenir les mesures économiques (COVID-19)	Crédit 1c	21 287 790
Fonds aux fins de gestion de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (COVID-19)	Crédit 1c	20 712 181
Fonds pour assurer l'accès aux centres d'appels de l'Agence du revenu du Canada (COVID-19)	Crédit 1c	2 678 509
Fonds aux fins de gestion de la Subvention salariale temporaire de 10 % pour les employeurs (COVID-19)	Crédit 1c	2 142 850
Fonds aux fins de gestion du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (COVID-19)	Crédit 1c	1 095 429
Total des crédits à adopter		84 237 004
Total des crédits législatifs		25 513 556
Total des dépenses budgétaires		109 750 560

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	452 735 704	15 200 531	467 936 235
Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	309 960 452	38 500 000	348 460 452
Paiements pour assurer l'accès aux centres d'appels de l'Agence du revenu du Canada en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	87 390 000	(2 678 509)	84 711 491
Paiements pour soutenir les mesures économiques liées à la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	60 200 000	(25 508 466)	34 691 534

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	36 399 735	.....	.....	36 399 735
5c Subventions et contributions	403 014 579	.....	14 459 146	417 473 725
Total des crédits	439 414 314	.....	14 459 146	453 873 460
Total des postes législatifs	256 146 047	.....	(14 459 146)	241 686 901
Total des dépenses budgétaires	695 560 361	.....	.....	695 560 361

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 5c	13 706 883
Fonds pour le Réseau de développement des collectivités (COVID-19)	Crédit 5c	752 263
Total des crédits à adopter		14 459 146
Total des crédits législatifs		(14 459 146)
Total des dépenses budgétaires		.....

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	320 562 623	13 706 883	334 269 506
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	26 285 992	752 263	27 038 255

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	197 578 999	(13 706 883)	183 872 116
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	54 400 000	(752 263)	53 647 737

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c Dépenses du programme	1 312 611 680	(9 205 000)	54 100 000	1 357 506 680		
5c Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	9 992 000	9 300 000	.....	19 292 000	
Total des crédits	1 322 603 680	95 000	54 100 000	1 376 798 680		
Total des postes législatifs	224 146 220	.....	.....	224 146 220
Total des dépenses budgétaires	1 546 749 900	95 000	54 100 000	1 600 944 900		

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour maintenir les opérations (COVID-19)	Crédit 1c	54 100 000
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter		54 100 000
------------------------------------	--	-------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Pêches et des Océans à l'Agence Parcs Canada pour le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	Crédit 1c	95 000
--	-----------	---------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour financer l'agrandissement et la création de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et aires marines nationales de conservation	Crédit 1c	(9 300 000)
	Crédit 5c	9 300 000

Total	
--------------	--	--------------

Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention aux Premières Nations Dehcho (10 000 000 \$) à la subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve de parc national Nahanni	Crédit 1c
---	-----------	--------------

Total des transferts		95 000
-----------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		54 195 000
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions Subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve du parc national Nahanni	10 000 000	10 000 000

Agence spatiale canadienne**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	202 886 525	(75 000)	.....	202 811 525
5b Dépenses en capital	155 522 085	.....	.....	155 522 085
10b Subventions et contributions	80 294 000	.....	.....	80 294 000
Total des crédits	438 702 610	(75 000)	.....	438 627 610
Total des postes législatifs	10 821 127	.....	.....	10 821 127
Total des dépenses budgétaires	449 523 737	(75 000)	.....	449 448 737

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts**

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le projet de la solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada	Crédit 1b	(75 000)
--	-----------	----------

Total des transferts

(75 000)

Total des dépenses budgétaires

(75 000)

Bibliothèque et Archives du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	107 685 830	3 000 000	1 601 816	112 287 646
5b Dépenses en capital	25 181 451	(3 000 000)	.....	22 181 451
Total des crédits	132 867 281	.....	1 601 816	134 469 097
Total des postes législatifs	11 521 626	.....	465 528	11 987 154
Total des dépenses budgétaires	144 388 907	.....	2 067 344	146 456 251

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le portefeuille de biens immobiliers	Crédit 1c	1 601 816
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

1 601 816

Total des crédits législatifs

465 528

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour répondre à divers besoins de fonctionnement comme ceux liés aux pressions inhérentes à la COVID-19, et à diverses initiatives de transition	Crédit 1c	3 000 000
	Crédit 5b	(3 000 000)

Total
-------	-------

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

2 067 344

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées
		(dollars)		
Budgétaire				
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 521 626	465 528	11 987 154	

Bureau de l'infrastructure du Canada**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	193 895 334	.....	1 765 955	195 661 289
5 Dépenses en capital	148 375 795	.....	.....	148 375 795
10b Subventions et contributions	5 514 189 924	.....	.....	5 514 189 924
Total des crédits	5 856 461 053	.....	1 765 955	5 858 227 008
Total des postes législatifs	2 178 162 385	.....	450 437	2 178 612 822
Total des dépenses budgétaires	8 034 623 438	.....	2 216 392	8 036 839 830

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour renforcer la gestion des infrastructures canadiennes	Crédit 1c	1 765 955
Total des crédits à adopter		1 765 955
Total des crédits législatifs		450 437
Total des dépenses budgétaires		2 216 392

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées
			(dollars)	
Budgétaire				
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 757 198	450 437		8 207 635

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale**Sommaire de l'organisation**

		Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Autorisations à ce jour	Transferts	
			(dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	9 653 838	.....	1 000 000
5c	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	2 282 828	.....	2 000 000
Total des crédits		11 936 666	.....	14 936 666
Total des postes législatifs		644 084 395	.....	644 084 395
Total des dépenses budgétaires		656 021 061	.....	659 021 061

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement	Crédit 1c	1 000 000
	Crédit 5c	2 000 000
Total		3 000 000
Total des crédits à adopter		3 000 000
Total des dépenses budgétaires		3 000 000

Bureau du commissaire au renseignement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
			(dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	2 073 528	.....	658 000	2 731 528
Total des crédits	2 073 528	.....	658 000	2 731 528
Total des postes législatifs	164 587	.....	.....	164 587
Total des dépenses budgétaires	2 238 115	.....	658 000	2 896 115

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour répondre aux besoins en matière de sécurité et de technologie de l'information

Crédit 1c

658 000

Total des crédits à adopter

658 000

Total des dépenses budgétaires

658 000

Bureau du Conseil privé**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	187 511 653	(10 700 000)	.....	176 811 653
Total des crédits	187 511 653	(10 700 000)	.....	176 811 653
Total des postes législatifs	19 818 749	.....	.....	19 818 749
Total des dépenses budgétaires	207 330 402	(10 700 000)	.....	196 630 402

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts**

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Bureau du Conseil privé au ministère des Services aux Autochtones pour diffuser de la publicité sur la COVID-19 à l'échelle du pays en partenariat avec les organisations autochtones nationales	Crédit 1b	(300 000)
Transfert du Bureau du Conseil privé à l'Agence de la santé publique du Canada pour des campagnes d'éducation du public sur les mesures de santé publique liées à la COVID-19 et sur la vaccination contre la COVID-19	Crédit 1b	(3 000 000)
Transfert du Bureau du Conseil privé au ministère de la Santé pour une campagne de marketing et de publicité relative à l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada	Crédit 1b	(7 400 000)
Total des transferts		(10 700 000)
Total des dépenses budgétaires		(10 700 000)

Bureau du vérificateur général**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses du programme	81 264 243	.....	12 000 000	93 264 243
Total des crédits	81 264 243	.....	12 000 000	93 264 243
Total des postes législatifs	9 821 950	.....	2 211 300	12 033 250
Total des dépenses budgétaires	91 086 193	.....	14 211 300	105 297 493

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires				
Crédits à adopter				
Fonds pour les besoins opérationnels critiques (COVID-19)			Crédit 1c	12 000 000
Total des crédits à adopter				12 000 000
Total des crédits législatifs				2 211 300
Total des dépenses budgétaires				14 211 300

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 821 950	2 211 300	12 033 250

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	695 629 683	47 039 061	.....	742 668 744
Total des crédits	695 629 683	47 039 061	.....	742 668 744
Total des postes législatifs	45 979 156	.....	.....	45 979 156
Total des dépenses budgétaires	741 608 839	47 039 061	.....	788 647 900

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour soutenir les mesures de cybersécurité et du renseignement	Crédit 1c	42 086 074
Transfert du ministère de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour financer la mise en place et le soutien du Bureau d'autofinancement	Crédit 1c	2 986 764
Transfert de Services partagés Canada au Centre de la sécurité des télécommunications pour soutenir la mise en œuvre et le développement du projet de communications sécurisées pour les dirigeants nationaux	Crédit 1c	1 966 223
Total des transferts		47 039 061
Total des dépenses budgétaires		47 039 061

Commission de la capitale nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	77 220 822	.....	1 944 599 79 165 421	
5a	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	70 318 549	.....	..... 70 318 549
Total des dépenses budgétaires		147 539 371	.....	1 944 599 149 483 970	

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la capacité et l'intégrité des programmes (COVID-19)

Crédit 1c **1 944 599**

Total des crédits à adopter

1 944 599

Total des dépenses budgétaires

1 944 599

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	46 657 537	2 200 000	.....	48 857 537
Total des crédits	46 657 537	2 200 000	.....	48 857 537
Total des postes législatifs	6 119 134	.....	.....	6 119 134
Total des dépenses budgétaires	52 776 671	2 200 000	.....	54 976 671

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Service correctionnel Canada à la Commission des libérations conditionnelles du Canada en raison de la mise en place d'un autre mécanisme de recouvrement des coûts au sein du Service correctionnel Canada pour la prestation de services de technologie de l'information et de gestion de l'information

Crédit 1c

2 200 000

Total des transferts

2 200 000

Total des dépenses budgétaires

2 200 000

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
			(dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	34 487 752	.....	50 000 000	84 487 752
Total des crédits	34 487 752	.....	50 000 000	84 487 752
Total des postes législatifs	13 540 185	.....	.....	13 540 185
Total des dépenses budgétaires	48 027 937	.....	50 000 000	98 027 937

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le remboursement des droits de licence de radiodiffusion (COVID-19)	Crédit 1c	50 000 000
Total des crédits à adopter		50 000 000
Total des dépenses budgétaires		50 000 000

Conseil de recherches en sciences humaines**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	36 510 666	(237 263)	.....	36 273 403
5c Subventions	1 065 607 785	74 998	1	1 065 682 784
Total des crédits	1 102 118 451	(162 265)	1	1 101 956 187
Total des postes législatifs	379 529 600	.....	.....	379 529 600
Total des dépenses budgétaires	1 481 648 051	(162 265)	1	1 481 485 787

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 5c	1
--	-----------	---

Total des crédits à adopter		1
------------------------------------	--	----------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines pour accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités canadiennes et les entreprises locales du Canada	Crédit 5c	74 998
---	-----------	--------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention Programme d'innovation dans les collèges et la communauté (400 000 \$) au Programme de subventions et de bourses	Crédit 5c
--	-----------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour étudier le développement d'une solution commune de gestion des subventions	Crédit 1b	(237 263)
--	-----------	-----------

Total des transferts

(162 265)

Total des dépenses budgétaires

(162 264)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
		(dollars)	
Subventions			
Subventions et bourses	328 145 927	400 001	328 545 928

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits			(dollars)	
1c Dépenses de fonctionnement	57 141 759	781 572	.....	57 923 331
5c Subventions	1 313 951 880	135 002	1	1 314 086 883
Total des crédits	1 371 093 639	916 574	1	1 372 010 214
Total des postes législatifs	159 332 378	.....	.....	159 332 378
Total des dépenses budgétaires	1 530 426 017	916 574	1	1 531 342 592

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 5c	1
--	-----------	---

Total des crédits à adopter 1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour étudier le développement d'une solution commune de gestion des subventions	Crédit 1c	781 572
--	-----------	---------

Transfert du ministère des Ressources naturelles au Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie pour remédier au manque de diversité au sein de la main d'œuvre du secteur forestier et encourager la poursuite d'études de cycle supérieur dans des domaines pertinents pour le Service canadien des forêts	Crédit 5c	150 000
--	-----------	---------

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour les projets Subventions de partenariat - Programme de subventions Alliance	Crédit 5c	60 000
--	-----------	--------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines pour accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités canadiennes et les entreprises locales du Canada	Crédit 5c	(74 998)
---	-----------	----------

Total des transferts 916 574

Total des dépenses budgétaires 916 575

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions et bourses	979 318 732	210 001	979 528 733

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c Dépenses de fonctionnement	503 612 763	7 730 000	8 532 137	519 874 900		
5c Dépenses en capital	135 933 169	.....	23 732 769	159 665 938	
10c Subventions et contributions	551 975 770	(829 317)	148 833 235	699 979 688		
Total des crédits	1 191 521 702	6 900 683	181 098 141	1 379 520 526		
Total des postes législatifs	702 953 435	.....	(181 098 141)	521 855 294	
Total des dépenses budgétaires	1 894 475 137	6 900 683	.....	1 901 375 820	

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'aide à la recherche industrielle (COVID-19)	Crédit 10c	118 674 607
Fonds pour augmenter la capacité de biofabrication (COVID-19)	Crédit 1c	8 532 137
	Crédit 5c	23 732 769
Total		32 264 906
Fonds pour les contre-mesures médicales (COVID-19)	Crédit 10c	30 158 628
Total des crédits à adopter		181 098 141
Total des crédits législatifs		(181 098 141)

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil national de recherches du Canada pour financer un partenariat dans le domaine des technologies quantiques	Crédit 1c	5 800 000
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au Conseil national de recherches du Canada pour aider l'industrie canadienne à relever le défi posé par la COVID-19 par l'entremise du programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10c	1 100 683

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des subventions pour le programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 1c	1 930 000
	Crédit 10c	(1 930 000)
Total		.....
Total des transferts		6 900 683
Total des dépenses budgétaires		6 900 683

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	350 204 641	148 833 235	499 037 876

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements au Programme d'aide à la recherche industrielle en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	374 160 000	(118 674 607)	255 485 393
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 273 435	481 379	64 754 814
Paiements effectués en application de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i> et destinés à augmenter la capacité de production de biofabrication	40 020 000	(32 746 285)	7 273 715
Paiements pour les contre-mesures médicales en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	33 500 000	(30 158 628)	3 341 372

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 765 813 908	.....	11 473 861	2 777 287 769
5c Dépenses en capital	294 176 362	.....	11 503 412	305 679 774
10a Subventions et contributions	398 439 283	.....	.....	398 439 283
Total des crédits	3 458 429 553	.....	22 977 273	3 481 406 826
Total des postes législatifs	462 642 521	.....	1 533 116	464 175 637
Total des dépenses budgétaires	3 921 072 074	.....	24 510 389	3 945 582 463

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour améliorer la capacité d'enquête de la police fédérale	Crédit 1c	9 329 422
	Crédit 5c	10 672 412
Total		20 001 834
Fonds pour la création du Centre indépendant de résolution du harcèlement	Crédit 1c	2 002 239
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5c	831 000
Revenus provenant des vérifications des casiers judiciaires liées à des demandes de suspension du casier	Crédit 1c	142 200
Total des crédits à adopter		22 977 273
Total des crédits législatifs		1 533 116
Total des dépenses budgétaires		24 510 389

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées
			(dollars)	
Budgétaire				
Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	373 034 459	740 205	373 774 664	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	82 858 062	792 911	83 650 973	

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	63 856 000	(4 144 309)	.....	59 711 691
5c Subventions	1 215 926 872	6 100 000	126 700 000	1 348 726 872
Total des crédits	1 279 782 872	1 955 691	126 700 000	1 408 438 563
Total des postes législatifs	342 139 356	.....	(126 700 000)	215 439 356
Total des dépenses budgétaires	1 621 922 228	1 955 691	.....	1 623 877 919

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les contre-mesures médicales (COVID-19)	Crédit 5c	126 700 000
--	-----------	--------------------

Total des crédits à adopter

126 700 000

Total des crédits législatifs

(126 700 000)

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Santé aux Instituts de recherche en santé du Canada pour améliorer la recherche sur le dépistage de la COVID-19 ainsi que le dépistage des voyageurs	Crédit 5c	2 500 000
---	-----------	------------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne en vue de financer des subventions méritoires pour des possibilités de financement d'intervention rapide face à la COVID-19	Crédit 1a	(3 600 000)
--	-----------	--------------------

Crédit 5c	3 600 000
-----------	------------------

Total
--------------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour étudier le développement d'une solution commune de gestion des subventions	Crédit 1a	(544 309)
--	-----------	------------------

Crédit 1a	(544 309)
-----------	------------------

1 955 691

1 955 691

Total des transferts

Total des dépenses budgétaires

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	1 081 270 497	132 800 000	1 214 070 497

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour les contre-mesures médicales en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	133 700 000	(126 700 000)	7 000 000

La Société des ponts fédéraux Limitée

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la Société	4 420 166	100 000	7 119 854	11 640 020
Total des crédits	4 420 166	100 000	7 119 854	11 640 020
Total des postes législatifs	1 724 241	.....	(243 854)	1 480 387
Total des dépenses budgétaires	6 144 407	100 000	6 876 000	13 120 407

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les besoins opérationnels critiques (COVID-19) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 1c	6 876 000
---	-----------	------------------

Fonds pour la Société des ponts fédéraux Limitée (COVID-19)	Crédit 1c	243 854
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter

7 119 854

Total des crédits législatifs

(243 854)

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Transports à La Société des ponts fédéraux Limitée pour la réalisation d'une évaluation des risques climatiques	Crédit 1c	100 000
--	-----------	----------------

Total des transferts

100 000

Total des dépenses budgétaires

6 976 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées
		(dollars)		
Budgétaire				
Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	1 724 241	(243 854)	1 480 387	

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	589 508 618	(375 000)	2 067 090	591 200 708
5c Dépenses en capital	52 567 240	.....	310 000	52 877 240
10c Subventions et contributions	600 935 582	(30 000 000)	49 563 715	620 499 297
Total des crédits	1 243 011 440	(30 375 000)	51 940 805	1 264 577 245
Total des postes législatifs	1 771 439 109	.....	450 409 109	2 221 848 218
Total des dépenses budgétaires	3 014 450 549	(30 375 000)	502 349 914	3 486 425 463

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre en place des mesures de soutien à l'isolement obligatoire dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires (COVID-19)	Crédit 1c	2 067 090
	Crédit 5c	140 000
	Crédit 10c	31 700 000
Total		33 907 090

Fonds pour soutenir les travailleurs étrangers temporaires (COVID-19)	Crédit 10c	13 124 556
Fonds pour soutenir les étudiants et les jeunes (COVID-19)	Crédit 10c	3 282 207
Fonds pour le programme d'achat des aliments excédentaires (COVID-19)	Crédit 10c	1 456 952
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5c	170 000

Total des crédits à adopter

450 409 109

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministère de l'Environnement pour soutenir l'écologisation de la croissance dans le secteur agricole et agroalimentaire	Crédit 1c	(375 000)
Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministère des Services aux Autochtones pour aider à améliorer l'accès aux aliments et accroître l'approvisionnement alimentaire des peuples autochtones	Crédit 10c	(30 000 000)

Total des transferts

(30 375 000)

Total des dépenses budgétaires

471 974 914

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour aider les employeurs des industries de l'agriculture primaire, de la pêche et de la production et de la transformation des aliments, qui embauchent des travailleurs étrangers temporaires, à faire face aux mesures d'isolement obligatoire en raison de la COVID-19	.....	44 824 556	44 824 556
Stratégie emploi et compétences jeunesse	5 064 000	3 282 207	8 346 207

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	.....	468 000 000	468 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 215 461	272 824	65 488 285
Paiements pour le Programme d'achat des aliments excédentaires en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	50 000 000	(1 456 952)	48 543 048
Paiements pour soutenir les travailleurs étrangers temporaires en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	50 000 000	(13 124 556)	36 875 444
Paiements visant à soutenir les étudiants et les jeunes touchés par la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	5 000 000	(3 282 207)	1 717 793

Ministère de l'Emploi et du Développement social**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c Dépenses de fonctionnement	885 345 372	(25 064)	29 331 656	914 651 964		
5c Subventions et contributions	3 226 083 473	440 125	8 000 000	3 234 523 598		
10c Radiation de dettes – Compte des rentes sur l'État	.....	25 064	1	25 065	
15c Radiation de dettes – Prêts canadiens aux étudiants	.....	.....	188 099 201	188 099 201
Total des crédits	4 111 428 845	440 125	225 430 858	4 337 299 828		
Total des postes législatifs	166 106 117 401	.....	(708 085 715)	165 398 031 686	
Total des dépenses budgétaires	170 217 546 246	440 125	(482 654 857)	169 735 331 514		
Dépenses non budgétaires						
Total des postes législatifs	2 245 100 994	.....	.....	2 245 100 994
Total des dépenses non budgétaires	2 245 100 994	.....	.....	2 245 100 994

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour la radiation des créances dues à la Couronne pour des prêts d'études canadiens	Crédit 15c	188 099 201
Fonds pour stabiliser la technologie de l'information afin de soutenir la prestation de programmes	Crédit 1c	11 020 603
Fonds pour la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (COVID-19) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5c	8 000 000
Fonds pour la modernisation du versement des prestations	Crédit 1c	6 676 768
Fonds pour le Portail numérique des jeunes	Crédit 1c	5 001 890
Fonds pour protéger des renseignements personnels des Canadiens	Crédit 1c	3 135 889
Fonds pour rétablir l'accès en personne aux Centres Service Canada (COVID-19)	Crédit 1c	2 599 946
Fonds pour améliorer les résultats en matière de genre et de diversité des programmes axés sur les compétences	Crédit 1c	896 560
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 10c	1
Total des crédits à adopter		225 430 858
Total des crédits légaux		(708 085 715)

Transferts			
Transferts provenant d'autres organisations			
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère de l'Emploi et du Développement social pour permettre à l'Administration régionale Kativik de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes	Crédit 5c		560 125
Transferts à l'interne			
Réaffectation des ressources à l'interne pour la radation des créances dues à la Couronne pour des paiements du Compte des rentes sur l'État	Crédit 1c Crédit 10c	(25 064) 25 064	
Total			.....
Transferts à d'autres organisations			
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord afin de financer les services de formation pour les compétences et l'emploi offerts aux jeunes par le Gouvernement de la nation crie, et pour financer ces mêmes services fournis par les 11 Premières Nations autonomes du Yukon	Crédit 5c		(120 000)
Total des transferts			440 125
Total des dépenses budgétaires			(482 214 732)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants	.....	8 000 000	8 000 000
Contributions			
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	852 637 711	440 125	853 077 836

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour la Prestation canadienne d'urgence en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	88 467 769 000	(12 445 000 000)	76 022 769 000
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	44 966 057 199	(100 099 040)	44 865 958 159
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	13 921 587 079	37 752 929	13 959 340 008
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	.....	10 095 000 000	10 095 000 000
Paiements pour la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	5 250 000 000	(2 227 805 848)	3 022 194 152
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	.....	2 897 000 000	2 897 000 000
Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la <i>Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19</i>	848 600 000	395 866	848 995 866
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	.....	780 000 000	780 000 000
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	640 023 547	(5 829 809)	634 193 738
Paiements pour la Prestation canadienne d'urgence en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	.....	500 000 000	500 000 000
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	478 032 174	(40 602 487)	437 429 687
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	282 763 040	1 743 953	284 506 993
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	401 528 372	(200 516 369)	201 012 003
Paiements pour soutenir une relance sécuritaire dans les communautés autochtones en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	63 900 000	(124 910)	63 775 090

Ministère de l'Environnement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	887 665 939	(16 250)	11 460 893	899 110 582
5c Dépenses en capital	102 743 261	.....	2 166 000	104 909 261
10c Subventions et contributions	822 541 705	350 000	55 122 500	878 014 205
Total des crédits	1 812 950 905	333 750	68 749 393	1 882 034 048
Total des postes législatifs	216 439 591	.....	1 665 792	218 105 383
Total des dépenses budgétaires	2 029 390 496	333 750	70 415 185	2 100 139 431

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la conservation du groupe du Centre du Caribou des montagnes du Sud en Colombie-Britannique	Crédit 10c	55 122 500
Financement pour le Fonds d'incitation à l'action pour le climat	Crédit 1c	9 180 037
Fonds pour moderniser l'application des lois et des règlements environnementaux	Crédit 1c	2 280 856
	Crédit 5c	116 000
Total		2 396 856
Fonds en vue du versement d'avances à des tiers pour le capital lié au Programme de surveillance hydrométrique	Crédit 5c	1 300 000
Fonds pour garantir l'exploitation continue de l'observatoire de veille de l'atmosphère du globe du Dr Neil Trivett à Alert, au Nunavut	Crédit 5c	750 000

Total des crédits à adopter

68 749 393

Total des crédits législatifs

1 665 792

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministère de l'Environnement pour soutenir l'écologisation de la croissance dans le secteur agricole et agroalimentaire	Crédit 10c	375 000
Transferts à d'autres organisations		

Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans pour appuyer la proposition <i>Ocean Wise: National Climate Education</i>	Crédit 1c	(16 250)
	Crédit 10c	(25 000)

Total

(41 250)

Total des transferts

333 750

Total des dépenses budgétaires

70 748 935

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	110 448 312	55 122 500	165 570 812
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	27 235 765	350 000	27 585 765

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	95 864 280	1 665 792	97 530 072

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	488 421 766	7 000 000	9 539 981	504 961 747
5b Dépenses en capital	9 498 290	.....	.....	9 498 290
10c Subventions et contributions	3 132 055 333	(7 000 000)	60 959 546	3 186 014 879
Total des crédits	3 629 975 389	.....	70 499 527	3 700 474 916
Total des postes législatifs	235 157 167	.....	6 582 285	241 739 452
Total des dépenses budgétaires	3 865 132 556	.....	77 081 812	3 942 214 368
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires	800 000	.....	.....	800 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'initiative d'achat local afin d'aider les petites entreprises canadiennes (COVID-19)	Crédit 1c	661 230
	Crédit 10c	21 000 000
Total		21 661 230
Financement pour le Fonds pour la large bande universelle		
	Crédit 1c	7 178 751
	Crédit 10c	13 500 000
Total		20 678 751
Fonds pour soutenir les étudiants et les jeunes (COVID-19)	Crédit 1c	200 000
	Crédit 10c	9 261 597
Total		9 461 597
Fonds pour le Réseau de développement des collectivités (COVID-19)	Crédit 10c	6 000 000
Fonds pour l'initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 10c	5 875 000
Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 10c	5 322 949
Fonds pour le projet du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (COVID-19)	Crédit 1c	1 500 000
Total des crédits à adopter		70 499 527

Total des crédits législatifs		6 582 285
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (400 000 \$) à la subvention au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions pour les contre-mesures médicales	Crédit 1c	7 000 000
	Crédit 10c	(7 000 000)
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		77 081 812

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	600 000	400 000	1 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle	.....	13 500 000	13 500 000
Contributions en vertu de l'Initiative Achetons local	.....	11 400 000	11 400 000
Contributions en vertu du Fonds d'aide à la petite entreprise Soutenons l'achat local	.....	9 600 000	9 600 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	28 430 224	8 303 591	36 733 815
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	33 860 008	6 000 000	39 860 008
Contributions en vertu du programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	33 435 731	5 875 000	39 310 731
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	44 585 240	5 322 949	49 908 189
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme de stages des Ordinateurs pour les écoles	5 139 104	819 495	5 958 599
Contributions dans le cadre du programme des Ordinateurs pour les écoles	4 834 376	138 511	4 972 887

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 714 739	1 006 831	60 721 570
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	17 900 000	17 900 000
Paiements pour soutenir les étudiants et les jeunes touchés par la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	26 923 988	(9 461 597)	17 462 391
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	8 460 000	8 460 000
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	8 000 000	(5 322 949)	2 677 051
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	6 000 000	(6 000 000)	. . . . .

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 146 201 224	(1 685 333)	7 770 160	1 152 286 051
5c Dépenses en capital	36 432 475	.....	2 482 673	38 915 148
10c Subventions et contributions	1 926 937 606	.....	58 648 000	1 985 585 606
15c Remise de dette	.....	6 911	1	6 912
20c Radiation de dettes	.....	.....	311 847	311 847
Total des crédits	3 109 571 305	(1 678 422)	69 212 681	3 177 105 564
Total des postes législatifs	222 100 289	.....	730 854	222 831 143
Total des dépenses budgétaires	3 331 671 594	(1 678 422)	69 943 535	3 399 936 707

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'Accord Canada-Québec	Crédit 10c	58 648 000
Fonds pour stabiliser le Système mondial de gestion des cas en vue de la future transformation de la plateforme numérique	Crédit 1c	7 237 849
	Crédit 5c	2 482 673
Total		9 720 522
Fonds pour la radiation de dettes de prêts aux immigrants	Crédit 20c	311 847
Fonds pour le projet d'automatisation du processus de filtrage de sécurité (poste horizontal)	Crédit 1c	295 202
Fonds pour accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	237 109
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 15c	1
Total des crédits à adopter		69 212 681

Total des crédits légaux

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour l'exonération des créances dues à la Couronne pour les prêts aux immigrants	Crédit 1c	(6 911)
	Crédit 15c	6 911

Total

Transferts à d'autres organisations	.....	.....
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada pour le Centre de soutien des transporteurs aériens	Crédit 1c	(1 678 422)

Total des transferts	(1 678 422)
Total des dépenses budgétaires	68 265 113

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	591 622 000	58 648 000	650 270 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85 026 581	730 854	85 757 435

Ministère de la Défense nationale**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1b	Dépenses de fonctionnement	17 095 996 694	(58 588 883)	..... 17 037 407 811	
5b	Dépenses en capital	5 813 158 118	(4 500 000)	..... 5 808 658 118	
10b	Subventions et contributions	279 455 773	.....	..... 279 455 773
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	423 388 673	.....	..... 423 388 673
20c	Radiation de dette	.....	17 187	1 17 188	
25c	Remise de dette	.....	16 685	1 16 686	
Total des crédits		23 611 999 258	(63 055 011)	2 23 548 944 249		
Total des postes législatifs		1 555 404 079	.....	..... 1 555 404 079
Total des dépenses budgétaires		25 167 403 337	(63 055 011)	2 25 104 348 328		

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 20c	1
	Crédit 25c	1

Total		2
-------	--	---

Total des crédits à adopter**Transferts**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des dépenses de fonctionnement pour la radiation et l'exonération de créances dues à la Couronne et liées aux trop-payés et aux avances	Crédit 1b	(33 872)
	Crédit 20c	17 187
	Crédit 25c	16 685

Total	
-------	--	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour les projets Subventions de partenariat - Programme de subventions Alliance	Crédit 1b	(60 000)
--	-----------	----------

Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Services aux Autochtones pour fournir un financement de soutien aux Chippewas de Kettle et Stony Point pour le paiement d'un médiateur	Crédit 1b	(325 000)
--	-----------	-----------

Transfert du ministère de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour financer la mise en place et le soutien du Bureau d'autofinancement	Crédit 1b	(2 986 764)
---	-----------	-------------

Transfert du ministère de la Défense nationale à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour faciliter la tenue d'une conférence virtuelle sur la sécurité internationale	Crédit 1b	(3 297 173)
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le projet de la solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada	Crédit 1b	(4 000 000)
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Services aux Autochtones pour fournir un financement de soutien aux Chippewas de Kettle et Stony Point pour l'acquisition de logements temporaires et d'infrastructures connexes à l'ancien camp Ipperwash	Crédit 5b	(4 500 000)
Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil national de recherches du Canada pour financer un partenariat dans le domaine des technologies quantiques	Crédit 1b	(5 800 000)
Transfert du ministère de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour soutenir les mesures de cybersécurité et du renseignement	Crédit 1b	(42 086 074)
Total des transferts		(63 055 011)
Total des dépenses budgétaires		(63 055 009)

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
			(dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	52 100 573	.....	.....	52 100 573
5c Subventions et contributions	347 171 434	.....	139 390 000	486 561 434
Total des crédits	399 272 007	.....	139 390 000	538 662 007
Total des postes législatifs	511 593 638	.....	24 500 000	536 093 638
Total des dépenses budgétaires	910 865 645	.....	163 890 000	1 074 755 645

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 5c	125 000 000
Fonds pour l'initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5c	13 250 000
Financement pour le Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer (COVID-19)	Crédit 5c	1 140 000
Total des crédits à adopter		139 390 000
Total des crédits législatifs		24 500 000
Total des dépenses budgétaires		163 890 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
		(dollars)	
Subventions			
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	5 000 000	250 000	5 250 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	196 497 738	126 140 000	322 637 738
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	113 617 374	13 000 000	126 617 374

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	333 955 000	(125 000 000)	208 955 000
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	85 700 000	85 700 000
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	63 800 000	63 800 000

Ministère de la Justice**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	278 696 143	.....	49 986 813	328 682 956
5c Subventions et contributions	430 219 581	.....	27 982 842	458 202 423
Total des crédits	708 915 724	.....	77 969 655	786 885 379
Total des postes législatifs	76 509 535	.....	525 205	77 034 740
Total des dépenses budgétaires	785 425 259	.....	78 494 860	863 920 119

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour la protection des revenus contre la réduction de la demande de services juridiques (COVID-19)	Crédit 1c	46 000 000
Fonds pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	Crédit 5c	20 312 842
Fonds pour répondre au rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : Réclamer notre pouvoir et notre place (poste horizontal)	Crédit 1c	101 386
	Crédit 5c	7 170 000
Total		7 271 386
Fonds pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (poste horizontal)	Crédit 1c	1 850 039
Fonds pour favoriser la prestation de services juridiques dans le cadre de la Commission d'enquête Cullen sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique	Crédit 1c	1 587 961
Fonds pour mettre en œuvre les nouvelles dispositions concernant l'exécution des ordonnances familiales et pour améliorer l'accès aux services de justice à la famille dans la langue officielle de son choix	Crédit 1c	447 427
	Crédit 5c	500 000
Total		947 427
Total des crédits à adopter		77 969 655
Total des crédits législatifs		525 205
Total des dépenses budgétaires		78 494 860

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	28 214 451	20 312 842	48 527 293
Contributions provenant du Fonds d'aide aux victimes	14 783 000	7 170 000	21 953 000
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	8 642 845	400 000	9 042 845
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale	16 000 000	100 000	16 100 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 420 235	525 205	76 945 440

Ministère de la Santé**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c Dépenses de fonctionnement	1 272 279 543	(36 522 016)	43 968 111	1 279 725 638		
5b Dépenses en capital	21 307 370	.....	.....	21 307 370
10c Subventions et contributions	2 059 352 532	(5 400 000)	47 492 269	2 101 444 801		
Total des crédits	3 352 939 445	(41 922 016)	91 460 380	3 402 477 809		
Total des postes législatifs	656 236 029	.....	553 564 704	1 209 800 733	
Total des dépenses budgétaires	4 009 175 474	(41 922 016)	645 025 084	4 612 278 542		

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds destinés aux médicaments, aux dispositifs médicaux et aux soins virtuels (COVID-19)	Crédit 10c	47 492 269
Fonds pour les fonctions de réglementation et d'exécution, et pour le financement des opérations essentielles ciblant la COVID-19 (COVID-19)	Crédit 1c	24 399 312
Fonds pour l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données (COVID-19)	Crédit 1c	16 448 233
Fonds pour accroître la capacité des ressources humaines en santé dans les provinces et les territoires, et pour aider à relever d'autres défis connexes (COVID-19)	Crédit 1c	2 322 610
Fonds pour renforcer l'approche du Canada visant à atténuer les pénuries de médicaments	Crédit 1c	797 956
Total des crédits à adopter		91 460 380
Total des crédits législatifs		553 564 704

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du Bureau du Conseil privé au ministère de la Santé pour une campagne de marketing et de publicité relative à l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada	Crédit 1c	7 400 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère de la Santé pour la réalisation d'analyses microbiologiques et physico-chimiques de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations	Crédit 1c	507 115
Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère de la Santé pour des contributions à l'appui du Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques sur le plan de la santé	Crédit 10c	100 000
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Pêches et des Océans et au ministère de la Santé pour appuyer des approches novatrices de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les opérations gouvernementales	Crédit 1c	70 869

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Santé aux Instituts de recherche en santé du Canada pour améliorer la recherche sur le dépistage de la COVID-19 ainsi que le dépistage des voyageurs	Crédit 1c	(2 500 000)
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones pour la collecte d'informations et le partage de données autochtones	Crédit 10c	(5 500 000)
Transfert du ministère de la Santé à Statistique Canada pour appuyer la stratégie des données de l'Accord sur la relance sécuritaire	Crédit 1c	(7 000 000)
Transfert du ministère de la Santé au ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile pour permettre la mise en œuvre de tests de capacité d'intervention rapide afin de combler les lacunes dans les activités ciblées ou en cas d'urgence, y compris dans les communautés éloignées et isolées	Crédit 1c	(35 000 000)
Total des transferts		(41 922 016)
Total des dépenses budgétaires		603 103 068

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation en matière de santé et changements climatiques	1 422 000	100 000	1 522 000
Autres paiement de transfert			
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins des soins à domicile et de la santé mentale	1 478 625 000	47 492 269	1 526 117 269

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour investissements dans les soins de longue durée en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	505 650 000	505 650 000
Paiements pour Recherche médicale, contre-mesures, financement et développement de vaccins, mesures relatives aux voyages et aux frontières et centres d'isolement en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	217 571 975	217 571 975
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 932 171	2 427 906	123 360 077
Paiements pour la recherche médicale en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	308 371 964	(217 571 975)	90 799 989
Paiements pour outils de soins et de santé mentale virtuels pour les Canadiens en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	68 649 968	68 649 968
Paiements pour santé mentale et consommation de substances dans le contexte de la COVID-19 en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>	. . . . .	64 427 300	64 427 300
Paiements pour soutien aux approches novatrices de dépistage de la COVID-19 en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique</i>	. . . . .	45 000 000	45 000 000
Paiements pour des médicaments, dispositifs médicaux et soins virtuels en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	151 928 045	(116 142 237)	35 785 808
Paiements pour l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	18 500 000	(16 448 233)	2 051 767

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	153 217 780	.....	4 381 017	157 598 797
5c Subventions et contributions	575 183 911	35 000 000	40 000 000	650 183 911
Total des crédits	728 401 691	35 000 000	44 381 017	807 782 708
Total des postes législatifs	55 409 516	.....	617 407	56 026 923
Total des dépenses budgétaires	783 811 207	35 000 000	44 998 424	863 809 631

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer les efforts de secours d'urgence de la Croix-Rouge canadienne (COVID-19)	Crédit 5c	35 000 000
---	-----------	-------------------

Fonds pour la prolongation du Programme national d'atténuation des catastrophes	Crédit 1c	975 610
---	-----------	---------

Crédit 5c	5 000 000
-----------	-----------

Total	5 975 610
--------------	------------------

Fonds pour appuyer le Plan canadien de prévention des inondations (poste horizontal)	Crédit 1c	2 396 628
--	-----------	------------------

Fonds pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles autochtones, et pour fournir des services de santé mentale (poste horizontal)	Crédit 1c	1 008 779
---	-----------	------------------

44 381 017

Total des crédits à adopter

Total des crédits législatifs

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Santé au ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile pour permettre la mise en œuvre de tests de capacité d'intervention rapide afin de combler les lacunes dans les activités ciblées ou en cas d'urgence, y compris dans les communautés éloignées et isolées	Crédit 5c	35 000 000
---	-----------	-------------------

35 000 000

Total des transferts

Total des dépenses budgétaires	79 998 424
---------------------------------------	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	60 540 400	70 000 000	130 540 400
Programme national d'atténuation des catastrophes	.....	5 000 000	5 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 860 616	617 407	16 478 023

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

		Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Autorisations à ce jour	Transferts			
			Rajustements (dollars)			
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c	Dépenses de fonctionnement	1 948 992 559	(2 100 000)	7 558 104		
5c	Dépenses en capital	166 077 363	2 100 000	16 100 000		
10c	Subventions et contributions	5 233 808 394	706 500 000	870 634 489		
15c	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	71 024 000	.....	1 347 264	
20b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	2	.....	2	
Total des crédits		7 419 902 318	706 500 000	895 639 857		
Total des postes législatifs		436 047 281	.....	1 025 660	
Total des dépenses budgétaires		7 855 949 599	706 500 000	896 665 517		
Dépenses non budgétaires						
Crédits						
L25b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	2	.....	2	
L30	Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	60 500 000	.....	60 500 000	
Total des crédits		60 500 002	.....	60 500 002	
Total des postes législatifs		56 538 550	.....	56 538 550	
Total des dépenses non budgétaires		117 038 552	.....	117 038 552	

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir la reprise et la résilience des pays en développement (COVID-19)	Crédit 10c	400 000 000
Fonds pour aider les pays en développement à faire face aux répercussions des changements climatiques	Crédit 10c	341 340 000
Fonds pour soutenir l'accès des pays en développement aux vaccins, aux traitements et aux outils diagnostiques (COVID-19)	Crédit 10c	120 000 000

Fonds pour couvrir les coûts additionnels liés aux fluctuations monétaires pour les opérations à l'étranger et les paiements de quotes-parts	Crédit 1c Crédit 10c Crédit 15c	7 261 683 7 944 489 1 347 264
Total		16 553 436
Fonds pour le projet de système des contrôles à l'exportation et à l'importation	Crédit 5c	14 100 000
Fonds pour la solution de gestion électronique des relations avec la clientèle du Service des délégués commerciaux	Crédit 5c	2 000 000
Fonds pour renforcer le leadership mondial du Canada dans l'Arctique (budget fédéral de 2019)	Crédit 1c Crédit 10c	296 421 1 350 000
Total		1 646 421
Total des crédits à adopter		895 639 857
Total des crédits législatifs		1 025 660
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour soutenir l'accès des pays en développement aux vaccins et aux traitements contre la COVID-19 et aux outils diagnostiques de la maladie	Crédit 10c	705 000 000
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour aider à l'élaboration de plans économiques durables pour les océans	Crédit 10c	4 000 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour la mise en œuvre de la solution de gestion électronique des relations avec la clientèle du Service des délégués commerciaux	Crédit 1c Crédit 5c	(2 100 000) 2 100 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne des subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (32 500 000 \$) et des contributions (67 500 000 \$) aux subventions du programme d'aide au développement internationale pour la programmation multilatérale	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (10 000 000 \$) aux subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	Crédit 10c	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Ressources naturelles pour honorer l'engagement pris par le Canada au Sommet du G7 de 2019 de financer la préparation aux feux de forêt et la lutte contre ceux-ci dans le bassin de l'Amazone	Crédit 10c	(2 500 000)
Total des transferts		706 500 000
Total des dépenses budgétaires		1 603 165 517

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	2 725 350 485	1 321 500 000	4 046 850 485
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	38 900 001	10 000 000	48 900 001
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	7 867 760	5 000 000	12 867 760
Contributions			
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	505 750 000	341 340 000	847 090 000
Paiements de quotes-parts aux organisations internationales :			
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – Administration civile (16 498 525 euros)	24 120 019	1 668 825	25 788 844
Organisation de coopération et de développement économiques (10 400 267 euros)	15 204 670	1 051 987	16 256 657
Cour pénale internationale (7 601 502 euros)	11 113 016	768 892	11 881 908
Agence internationale de l'énergie atomique (10 168 509 euros) (1 549 955 \$US)	16 916 611	700 331	17 616 942
Organisation mondiale du commerce (4 972 217 francs suisses)	6 618 220	582 047	7 200 267
Organisation internationale du travail (10 820 000 francs suisses)	14 401 854	506 636	14 908 490
Organisation des Nations Unies (82 020 000 \$US)	108 521 483	469 047	108 990 530
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (184 446 695 \$US)	244 043 267	340 052	244 383 319
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (12 215 218 euros)	17 858 038	327 835	18 185 873
Organisation mondiale de la santé (6 760 845 francs suisses) (6 746 997 \$US)	17 925 975	207 413	18 133 388
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (1 923 440 euros)	2 811 972	194 557	3 006 529
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 895 241 \$US) (3 902 616 euros)	12 182 371	179 028	12 361 399
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2 129 770 \$US) (1 483 968 euros)	4 987 407	173 083	5 160 490
Organisation panaméricaine de la santé (10 319 400 \$US)	13 653 702	111 346	13 765 048
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 600 000 \$US) (5 300 000 euros)	17 803 971	105 077	17 909 048
Agence internationale de l'énergie (963 139 euros)	1 408 060	97 423	1 505 483
Centre international de Recherche sur le Cancer (893 432 euros)	1 306 153	90 371	1 396 524
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (635 586 euros)	929 194	64 290	993 484
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (772 794 euros)	1 129 784	54 328	1 184 112
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455 790 francs suisses)	606 675	51 754	658 429
Tribunal international du droit de la mer (412 476 euros)	603 020	41 721	644 741
Organisation mondiale des douanes (362 880 euros)	530 513	35 208	565 721
Organisation maritime internationale (234 949 livres sterling)	376 814	27 275	404 089

Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 657 897 \$US)	2 193 579	17 890	2 211 469
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (161 427 euros)	235 997	16 330	252 327
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (137 535 euros)	201 068	13 913	214 981
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (72 781 \$US) (650 283 SGD)	722 182	9 772	731 954
Entente de Wassenaar (69 056 euros)	100 956	6 985	107 941
Cour permanente d'arbitrage (51 411 euros)	75 160	5 201	80 361
Convention sur la diversité biologique (478 412 \$US)	632 992	5 162	638 154
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (396 456 \$US)	524 555	4 278	528 833
Autorité internationale des fonds marins (275 178 \$US)	364 092	2 968	367 060
Organisations internationales de produits de base (27 315 euros)	39 934	2 762	42 696
Agence internationale pour l'énergie renouvelable (665 000 \$US)	879 868	2 440	882 308
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisent la couche d'ozone (191 143 \$US)	252 903	2 063	254 966
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (180 000 \$US)	238 159	1 943	240 102
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (165 718 \$US)	219 265	1 786	221 051
Commission internationale d'établissement des faits (11 030 francs suisses)	14 680	1 293	15 973
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (109 130 \$US)	144 392	1 177	145 569
Volet nordique de la politique étrangère du Canada	700 000	1 350 000	2 050 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	115 275 058	1 025 660	116 300 718

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	1 259 183 747	(54 758 000)	.....	1 204 425 747
5c Subventions et contributions	4 044 621 628	54 758 000	56 268 000	4 155 647 628
Total des crédits	5 303 805 375	.....	56 268 000	5 360 073 375
Total des postes législatifs	67 530 508	.....	.....	67 530 508
Total des dépenses budgétaires	5 371 335 883	.....	56 268 000	5 427 603 883

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les programmes et les services axés sur la demande qui offrent un soutien aux anciens combattants admissibles et à leurs familles	Crédit 5c	55 668 000
--	-----------	-------------------

Financement pour le Fonds d'urgence pour les vétérans (COVID-19)	Crédit 5c	600 000
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter

		56 268 000
--	--	-------------------

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffection des ressources à l'interne à la subvention intitulée Fonds d'urgence pour les vétérans	Crédit 1b	(200 000)
--	-----------	-----------

	Crédit 5c	200 000
--	-----------	---------

Total	
-------	--	-------

Réaffection des ressources à l'interne à la Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	Crédit 1b	(4 000 000)
---	-----------	-------------

	Crédit 5c	4 000 000
--	-----------	-----------

Total	
-------	--	-------

Réaffection des ressources à l'interne à la subvention intitulée Prestation de remplacement du revenu pour les programmes et les services axés sur la demande qui offrent un soutien aux anciens combattants admissibles et à leur famille	Crédit 1b	(50 558 000)
--	-----------	--------------

	Crédit 5c	50 558 000
--	-----------	------------

Total	
-------	--	-------

Total des transferts

	
--	--	-------

Total des dépenses budgétaires

		56 268 000
--	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Prestation de remplacement du revenu	868 225 000	83 852 000	952 077 000
Indemnité pour souffrance et douleur	1 301 434 000	17 353 000	1 318 787 000
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	2 000 000	4 000 000	6 000 000
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	156 574 000	2 472 000	159 046 000
Paiement de prestation de retraite supplémentaire	1 136 000	2 049 000	3 185 000
Fonds d'urgence pour les vétérans	1 000 000	800 000	1 800 000
Indemnité pour blessure grave	1 200 000	500 000	1 700 000

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	48 114 599	.....	.....	48 114 599
5c Subventions et contributions	89 443 977	.....	8 700 000	98 143 977
Total des crédits	137 558 576	.....	8 700 000	146 258 576
Total des postes législatifs	84 481 041	.....	(8 700 000)	75 781 041
Total des dépenses budgétaires	222 039 617	.....	.....	222 039 617

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour contrer la violence fondée sur le sexe (COVID-19)	Crédit 5c	8 700 000
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

8 700 000

Total des crédits législatifs

(8 700 000)

Total des dépenses budgétaires

.....

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées
			(dollars)	
Budgétaire				
Paiements pour contrer la violence fondée sur le sexe en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	50 000 000	(8 700 000)	41 300 000	

Ministère des Finances**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses du programme	3 426 811 858	.....	12 650 000	3 439 461 858
5 Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	.....	1
Total des crédits	3 426 811 859	.....	12 650 000	3 439 461 859
Total des postes législatifs	114 299 992 522	.....	1 780 057 892	116 080 050 414
Total des dépenses budgétaires	117 726 804 381	.....	1 792 707 892	119 519 512 273
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	250 200 000	.....	200 000 000	450 200 000
Total des dépenses non budgétaires	250 200 000	.....	200 000 000	450 200 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour le Global Risk Institute in Financial Services et le National Pension Hub	Crédit 1c	12 650 000
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter**12 650 000****Total des crédits législatifs****1 780 057 892****Total des dépenses budgétaires****1 792 707 892****Dépenses non-budgétaires****Total des crédits législatifs****200 000 000****Total des dépenses non-budgétaires****200 000 000****Liste des paiements de transfert**

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention au Global Risk Institute	12 500 000	12 500 000
Subvention au Global Risk Institute – National Pension Hub	150 000	150 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	15 013 000 000	(107 650 000)	14 905 350 000
Autres frais d'intérêts	5 486 000 000	(25 000 000)	5 461 000 000
Paiements à la Banque d'infrastructures du Canada	.....	2 252 357 000	2 252 357 000
Paiement à la province de Terre-Neuve-et-Labrador en vertu de l'alinéa 60.2(2)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> pour soutenir les travailleurs du secteur de l'énergie extracotière	.....	320 000 000	320 000 000
Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	42 643 709	(4 588)	42 639 121
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(853 724 000)	(131 649 520)	(985 373 520)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(3 937 960 000)	(527 995 000)	(4 465 955 000)
Non budgétaire			
Paiement à la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada pour l'achat d'actions en vertu de l'alinéa 60.2(2)(a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> à l'appui du Crédit d'urgence pour les grands employeurs	.....	200 000 000	200 000 000

Ministère des Pêches et des Océans**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 909 061 024	(9 358 488)	45 463 200	1 945 165 736
5c Dépenses en capital	1 022 422 308	.....	107 348 888	1 129 771 196
10c Subventions et contributions	996 964 320	2 726 864	6 900 000	1 006 591 184
15c Radiation de dettes	.....	3 027 874	1	3 027 875
Total des crédits	3 928 447 652	(3 603 750)	159 712 089	4 084 555 991
Total des postes législatifs	637 741 236	.....	(339 183 619)	298 557 617
Total des dépenses budgétaires	4 566 188 888	(3 603 750)	(179 471 530)	4 383 113 608

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour la réponse continue au glissement de terrain de Big Bar en Colombie-Britannique	Crédit 1c	44 070 924
	Crédit 5c	71 000 000
	Crédit 10c	3 400 000
Total		118 470 924

Fonds pour le projet du navire hauturier de science océanographique	Crédit 5c	36 348 888
---	-----------	------------

Fonds pour soutenir les pêcheurs canadiens (COVID-19) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 1c	1 109 394
	Crédit 10c	3 500 000

Total		4 609 394
--------------	--	------------------

Réinvestissement des recettes provenant des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires pour les coûts de nettoyage associés aux déversements d'hydrocarbures	Crédit 1c	232 882
--	-----------	---------

Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1c	50 000
--	-----------	--------

Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 15c	1
---	------------	---

Total des crédits à adopter		159 712 089
------------------------------------	--	--------------------

Total des crédits législatifs		(339 183 619)
--------------------------------------	--	----------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Pêches et des Océans et au ministère de la Santé pour appuyer des approches novatrices de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les opérations gouvernementales	Crédit 1c	680 000
---	-----------	---------

Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans pour appuyer la proposition <i>Ocean Wise: National Climate Education</i>	Crédit 1c	16 250
	Crédit 10c	25 000
Total		41 250
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour soutenir des projets communautaires de conservation du saumon entrepris par des organismes communautaires, des groupes de bénévoles, ou les Premières Nations	Crédit 1c	(1 300 000)
	Crédit 10c	1 300 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	Crédit 1c	(733 464)
	Crédit 10c	733 464
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le programme de contributions du Fonds pour la restauration côtière	Crédit 1c	(450 000)
	Crédit 10c	450 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour les accords de contribution visant à favoriser la participation des Autochtones à la protection marine	Crédit 1c	(300 000)
	Crédit 10c	300 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (259 300 \$) au Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour favoriser la collaboration avec le Conseil circumpolaire inuit dans le but d'élaborer conjointement un plan de surveillance de l'écosystème arctique	Crédit 1c	(80 000)
	Crédit 10c	80 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour la quatrième année de l'entente de contribution à la recherche universitaire avec l'Université de Toronto	Crédit 1c	(68 400)
	Crédit 10c	68 400
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour la radiation de créances non recouvrables pour des prêts aux pêcheurs d'aiglefin et à un producteur canadien de poisson de fond congelé	Crédit 1c	(3 027 874)
	Crédit 15c	3 027 874
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Pêches et des Océans à l'Agence Parcs Canada pour le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	Crédit 1c	(95 000)
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour financer les activités liées aux pêches autochtones	Crédit 10c	(230 000)
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour aider à l'élaboration de plans économiques durables pour les océans	Crédit 1c	(4 000 000)
Total des transferts		(3 603 750)
Total des dépenses budgétaires		(183 075 280)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme de subventions pour soutenir les pêcheurs autonomes touchés par la pandémie de COVID-19 au Canada	.....	3 500 000	3 500 000
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	500 000	259 300	759 300
Contributions			
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	23 559 692	2 900 000	26 459 692
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	962 000	1 300 000	2 262 000
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	73 394 345	650 000	74 044 345
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	875 000	474 164	1 349 164
Fonds pour la restauration côtière	19 890 289	450 000	20 340 289
Programme de contribution aux sciences marines et d'eaux douces	32 868 864	93 400	32 962 264

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 551 936	560 606	163 112 542
Paiements pour soutenir les pêcheurs canadiens en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	469 400 000	(334 044 225)	135 355 775
Paiements aux Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	5 700 000	(5 700 000)	.....

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour					
		Transferts	Rajustements						
		(dollars)							
Dépenses budgétaires									
Crédits									
1c	Dépenses de fonctionnement	2 398 879 764	579 089	4 211 991					
5b	Dépenses en capital	4 188 709	.....	4 188 709				
10c	Subventions et contributions	4 154 603 240	17 080 339	116 662 361					
Total des crédits		6 557 671 713	17 659 428	120 874 352					
Total des postes législatifs		164 258 910	.....	34 216				
Total des dépenses budgétaires		6 721 930 623	17 659 428	120 908 568					
Dépenses non budgétaires									
Crédits									
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	.....	25 903 000				
Total des dépenses non budgétaires		25 903 000	.....	25 903 000				

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour le programme de soutien du Nord destiné aux gouvernements territoriaux afin de les aider à prendre des mesures pour répondre à la pandémie (COVID-19)	Crédit 10c	64 700 000
Fonds pour appuyer la mise en œuvre des ententes sur la reconnaissance et l'autonomie gouvernementale signées avec la Métis Nation of Ontario, la Métis Nation of Saskatchewan et la Métis Nation of Alberta	Crédit 10c	35 633 500
Fonds pour améliorer la mise en œuvre de la Politique financière collaborative du Canada sur l'autonomie gouvernementale	Crédit 10c	8 207 481
Fonds pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (poste horizontal)	Crédit 10c	5 200 000
Fonds pour les règlements extrajudiciaires	Crédit 1c	4 040 607
Fonds pour soutenir une relance sécuritaire dans les communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 10c	2 277 239
Fonds pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles autochtones, et pour fournir des services de santé mentale (poste horizontal)	Crédit 1c	171 384
	Crédit 10c	644 141
Total		815 525
Total des crédits à adopter		120 874 352
Total des crédits légitimés		34 216

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour permettre aux groupes autonomes ou signataires de traités modernes de financer l'exploitation et l'entretien d'installations de traitement de l'eau et des eaux usées	Crédit 10c	10 100 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour offrir des services essentiels dans les communautés du Nunavut touchées par la pandémie de la COVID-19	Crédit 10c	3 500 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Ralliement national des Métis et chacune de ses organisations membres afin de soutenir le développement des capacités et les activités de mobilisation en ce qui concerne la santé des Métis	Crédit 10c	1 400 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour la réforme en cours du programme des services à l'enfance et à la famille autochtones	Crédit 1c Crédit 10c	480 765 804 617
Total		1 285 382
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour soutenir la programmation en services sociaux offerts par la nation autonome Dakota de Sioux Valley	Crédit 10c	923 959
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour soutenir les capacités de base en matière de politique et le travail réalisé avec le comité sur le bien-être des femmes autochtones	Crédit 10c	350 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour permettre aux groupes autonomes et signataires de traités modernes de mettre en œuvre des programmes et des activités liés à la santé	Crédit 10c	244 868
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour financer les activités liées aux pêches autochtones	Crédit 10c	230 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour fournir aux groupes autochtones autonomes des rajustements annuels liés au financement accru pour l'enseignement primaire et secondaire	Crédit 10c	144 895
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord afin de financer les services de formation pour les compétences et l'emploi offerts aux jeunes par le Gouvernement de la nation crie, et pour financer ces mêmes services fournis par les 11 Premières Nations autonomes du Yukon	Crédit 10c	120 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Bureau de gestion des grands projets	Crédit 1c	98 324
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord au ministère des Services aux Autochtones pour soutenir l'initiative sur la langue et le patrimoine de la nation des Siksika	Crédit 10c	(250 000)
Transfert du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord au ministère des Services aux Autochtones pour soutenir les activités liées à l'Inuit Art Foundation	Crédit 10c	(488 000)
Total des transferts		17 659 428
Total des dépenses budgétaires		138 567 996

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	798 340 384	55 604 703	853 945 087
Contributions			
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	9 771 994	68 200 000	77 971 994
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	46 830 688	4 406 141	51 236 829
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	43 049 830	3 504 617	46 554 447
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	452 095 961	2 027 239	454 123 200

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 611 825	34 216	27 646 041

Ministère des Ressources naturelles**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	619 549 868	(1 000 000)	10 937 983	629 487 851
5c Dépenses en capital	15 559 513	1 000 000	.....	16 559 513
10c Subventions et contributions	746 163 615	2 500 000	75 000 000	823 663 615
Total des crédits	1 381 272 996	2 500 000	85 937 983	1 469 710 979
Total des postes législatifs	384 326 135	.....	200 081	384 526 216
Total des dépenses budgétaires	1 765 599 131	2 500 000	86 138 064	1 854 237 195

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour soutenir l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les maisons	Crédit 1c	9 454 143
	Crédit 10c	75 000 000
Total		84 454 143

Fonds pour la gestion du dossier entre le Canada et les États-Unis sur le bois d'œuvre résineux	Crédit 1c	1 483 840
Total des crédits à adopter		85 937 983

Total des crédits législatifs**200 081****Transferts**

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Ressources naturelles pour honorer l'engagement pris par le Canada au Sommet du G7 de 2019 de financer la préparation aux feux de forêt et la lutte contre ceux-ci dans le bassin de l'Amazone	Crédit 10c	2 500 000
---	------------	-----------

Transfert du ministère des Transports au ministère des Ressources naturelles pour financer un projet de Clear Seas en vertu du Plan de protection des océans	Crédit 10c	250 000
--	------------	---------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (70 000 \$) aux Subventions à l'appui de Solutions innovatrices Canada	Crédit 10c
---	------------	-------

Réaffectation des ressources à l'interne pour l'acquisition de machines et de matériel	Crédit 1c	(1 000 000)
	Crédit 5c	1 000 000

Total	
--------------	--	--------------

Transferts à d'autres organisations			
Transfert du ministère des Ressources naturelles au ministère de la Santé pour des contributions à l'appui du Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques sur le plan de la santé	Crédit 10c	(100 000)	
Transfert du ministère des Ressources naturelles au Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie pour remédier au manque de diversité au sein de la main d'œuvre du secteur forestier et encourager la poursuite d'études de cycle supérieur dans des domaines pertinents pour le Service canadien des forêts	Crédit 10c	(150 000)	
Total des transferts		2 500 000	
Total des dépenses budgétaires		88 638 064	

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de rénovations maisons	.....	75 000 000	75 000 000
Subventions à l'appui de Solutions innovatrices Canada	1 980 000	70 000	2 050 000
Contributions			
Contributions à l'appui de la recherche	750 000	2 750 000	3 500 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 866 426	200 081	61 066 507

Ministère des Services aux Autochtones

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 272 651 813	(11 376 204)	76 637 529	2 337 913 138
5c Dépenses en capital	8 466 097	.....	16 646 763	25 112 860
10c Subventions et contributions	12 212 014 159	33 334 536	1 471 445 078	13 716 793 773
Total des crédits	14 493 132 069	21 958 332	1 564 729 370	16 079 819 771
Total des postes législatifs	1 848 748 338	.....	(91 022 570)	1 757 725 768
Total des dépenses budgétaires	16 341 880 407	21 958 332	1 473 706 800	17 837 545 539

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la poursuite des interventions de santé publique dans les communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 1c	61 136 105
	Crédit 5c	16 606 763
	Crédit 10c	447 983 700
Total		525 726 568
Financement pour le Fonds de soutien aux communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 10c	383 838 641
Fonds pour améliorer l'accès à de l'eau potable salubre et propre dans les communautés des Premières Nations	Crédit 1c	586 642
	Crédit 10c	150 800 000
Total		151 386 642
Fonds pour soutenir la mise en œuvre de la <i>Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis</i> et la réforme en cours du programme des services à l'enfance et à la famille autochtones	Crédit 1c	6 042 669
	Crédit 10c	67 128 611
Total		73 171 280
Fonds pour rembourser les Premières Nations et les fournisseurs de services de gestion des urgences pour les activités d'intervention et de rétablissement dans les réserves	Crédit 10c	67 000 000
Fonds pour les soins de soutien dans les communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 1c	697 346
	Crédit 5c	40 000
	Crédit 10c	63 012 274
Total		63 749 620
Fonds pour contribuer à la santé mentale des populations autochtones (COVID-19)	Crédit 1c	343 862
	Crédit 10c	57 924 343
Total		58 268 205

Fonds pour permettre au gouvernement du Nunavut de faire face à l'augmentation des coûts des soins de santé due à la pandémie (COVID-19)	Crédit 10c	58 000 000
Fonds pour atténuer l'incidence économique sur les entreprises des communautés autochtones qui ne sont pas admissibles aux mesures de soutien générales (COVID-19)	Crédit 10c	58 000 000
Fonds pour renforcer la capacité de gouvernance et faire progresser les réformes des relations financières	Crédit 1c	998 049
	Crédit 10c	45 996 432
Total		46 994 481
Fonds pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles autochtones, et pour fournir des services de santé mentale (poste horizontal)	Crédit 1c	3 259 153
	Crédit 10c	26 160 000
Total		29 419 153
Fonds pour soutenir une relance sécuritaire dans les communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 1c	109 703
	Crédit 10c	23 503 155
Total		23 612 858
Fonds pour les fournisseurs de services des programmes urbains pour les peuples autochtones	Crédit 1c	464 079
	Crédit 10c	8 550 000
Total		9 014 079
Fonds pour la construction d'établissements de santé à Cross Lake et Pikangikum	Crédit 10c	7 598 490
Fonds pour l'aide au revenu (COVID-19)	Crédit 1c	397 689
	Crédit 10c	2 104 984
Total		2 502 673
Fonds pour financer la réponse initiale du Canada à la pandémie (COVID-19)	Crédit 1c	2 437 358
Fonds pour soutenir les entreprises autochtones (COVID-19)	Crédit 10c	1 809 163
Fonds pour améliorer les mesures de santé publique dans les communautés inuites et des Premières Nations (COVID-19)	Crédit 10c	1 253 035
Fonds pour appuyer le Plan canadien de prévention des inondations (poste horizontal)	Crédit 1c	164 874
	Crédit 10c	782 250
Total		947 124
Total des crédits à adopter		1 564 729 370
Total des crédits législatifs		(91 022 570)
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministère des Services aux Autochtones pour aider à améliorer l'accès aux aliments et accroître l'approvisionnement alimentaire des peuples autochtones	Crédit 10c	30 000 000
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones pour la collecte d'informations et le partage de données autochtones	Crédit 10c	5 500 000
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Services aux Autochtones pour fournir un financement de soutien aux Chippewas de Kettle et Stony Point pour l'acquisition de logements temporaires et d'infrastructures connexes à l'ancien camp Ipperwash	Crédit 10c	4 500 000
Transfert du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord au ministère des Services aux Autochtones pour soutenir les activités liées à l'Inuit Art Foundation	Crédit 10c	488 000

Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Services aux Autochtones pour fournir un financement de soutien aux Chippewas de Kettle et Stony Point pour le paiement d'un médiateur	Crédit 10c	325 000
Transfert du Bureau du Conseil privé au ministère des Services aux Autochtones pour diffuser de la publicité sur la COVID-19 à l'échelle du pays en partenariat avec les organisations autochtones nationales	Crédit 10c	300 000
Transfert du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord au ministère des Services aux Autochtones pour soutenir l'initiative sur la langue et le patrimoine de la nation des Siksika	Crédit 10c	250 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 500 000 \$) aux subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon pour des services essentiels aux personnes dans le cadre des programmes d'aide au revenu et d'aide à la vie autonome	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour des projets d'infrastructure	Crédit 1c	(10 000 000)
	Crédit 10c	10 000 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Bureau de gestion des grands projets	Crédit 1c	(98 324)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour fournir aux groupes autochtones autonomes des rajustements annuels liés au financement accru pour l'enseignement primaire et secondaire	Crédit 10c	(144 895)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour permettre aux groupes autonomes et signataires de traités modernes de mettre en œuvre des programmes et des activités liés à la santé	Crédit 10c	(244 868)
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le projet de la solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada	Crédit 1c	(290 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour soutenir les capacités de base en matière de politique et le travail réalisé avec le comité sur le bien-être des femmes autochtones	Crédit 10c	(350 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère de la Santé pour la réalisation d'analyses microbiologiques et physico-chimiques de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations	Crédit 1c	(507 115)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère de l'Emploi et du Développement social pour permettre à l'Administration régionale Kativik de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes	Crédit 10c	(560 125)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour soutenir la programmation en services sociaux offerts par la nation autonome Dakota de Sioux Valley	Crédit 10c	(923 959)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour la réforme en cours du programme des services à l'enfance et à la famille autochtones	Crédit 1c	(480 765)
	Crédit 10c	(804 617)
Total		(1 285 382)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Ralliement national des Métis et chacune de ses organisations membres afin de soutenir le développement des capacités et les activités de mobilisation en ce qui concerne la santé des Métis	Crédit 10c	(1 400 000)

Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour offrir des services essentiels dans les communautés du Nunavut touchées par la pandémie de la COVID-19	Crédit 10c	(3 500 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour permettre aux groupes autonomes ou signataires de traités modernes de financer l'exploitation et l'entretien d'installations de traitement de l'eau et des eaux usées	Crédit 10c	(10 100 000)
Total des transferts		21 958 332
Total des dépenses budgétaires		1 495 665 132

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	10 000 000	1 500 000	11 500 000
Contributions			
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	1 504 080 686	455 519 315	1 959 600 001
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	93 113 582	268 539 612	361 653 194
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	50 178 051	197 312 344	247 490 395
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	1 803 606 581	185 481 393	1 989 087 974
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	849 882 227	176 191 911	1 026 074 138
Contributions pour renforcer la sécurité et le bien-être des enfants des Premières Nations et de leurs familles	1 898 720 100	66 323 994	1 965 044 094
Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	21 791 775	46 321 432	68 113 207
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	479 193 782	38 197 163	517 390 945
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	889 475 165	32 422 123	921 897 288
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	15 450 000	22 100 000	37 550 000
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants et des familles autochtones	4 000 000	12 696 556	16 696 556
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	295 289 257	2 628 791	297 918 048

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements au Fonds de soutien aux communautés autochtones en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	610 000 000	(3 838 641)	606 161 359
Paiements pour améliorer les mesures de santé publique contre la COVID-19 dans les communautés inuites et des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	280 536 000	(1 253 035)	279 282 965
Paiements d'aide au revenu en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	262 750 678	(2 594 447)	260 156 231
Paiements pour soutenir une relance sécuritaire dans les communautés autochtones en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	237 300 000	(25 795 983)	211 504 017
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 767 247	5 046 268	86 813 515
Paiements visant à soutenir les entreprises autochtones en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	75 000 000	(1 809 163)	73 190 837
Paiements effectués en application de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i> et destinés à contribuer à la santé mentale des populations autochtones	82 500 000	(58 340 211)	24 159 789
Paiements pour soutenir la réponse initiale du Canada à la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	10 000 000	(2 437 358)	7 562 642

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

		Présent budget supplémentaire des dépenses			Autorisations proposées à ce jour				
		Autorisations à ce jour		(dollars)					
		Transferts	Rajustements						
Dépenses budgétaires									
Crédits									
1c	Dépenses de fonctionnement	797 801 387	(500 000)	384 000	797 685 387				
5b	Dépenses en capital	353 081 027	.....	.....	353 081 027		
10c	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	855 294 540	.....	7 916 000	863 210 540			
15b	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur	237 591 901	(250 000)	.....	237 341 901			
20b	Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire	64 395 213	.....	.....	64 395 213		
Total des crédits		2 308 164 068	(750 000)	8 300 000	2 315 714 068				
Total des postes législatifs		232 169 277	.....	.....	232 169 277		
Total des dépenses budgétaires		2 540 333 345	(750 000)	8 300 000	2 547 883 345				

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour d'importants travaux de remise en état du pont Victoria à Montréal	Crédit 1c	84 000
	Crédit 10c	7 916 000
Total		8 000 000

Fonds pour les produits de la vente provenant de l'aliénation de biens immobiliers	Crédit 1c	300 000
Total des crédits à adopter		8 300 000

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère des Transports au Secrétariat du Conseil du Trésor pour la mise à l'essai de nouveaux outils d'évaluation liés à la stratégie de gestion de projet	Crédit 1c	(100 000)
---	-----------	-----------

Transfert du ministère des Transports à La Société des ponts fédéraux Limitée pour la réalisation d'une évaluation des risques climatiques	Crédit 1c	(100 000)
--	-----------	-----------

Transfert du ministère des Transports au ministère des Ressources naturelles pour financer un projet de Clear Seas en vertu du Plan de protection des océans	Crédit 15b	(250 000)
--	------------	-----------

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le projet de la solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada	Crédit 1c	(300 000)
Total des transferts		(750 000)

Total des dépenses budgétaires		7 550 000
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Importants travaux de réhabilitation du pont Victoria	7 916 000	7 916 000

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	3 286 513 987	(1 551 311)	403 846 377	3 688 809 053
5 Dépenses en capital	1 587 143 543	(2 725 683)	.....	1 584 417 860
Total des crédits	4 873 657 530	(4 276 994)	403 846 377	5 273 226 913
Total des postes législatifs	786 683 036	.....	(376 405 128)	410 277 908
Total des dépenses budgétaires	5 660 340 566	(4 276 994)	27 441 249	5 683 504 821

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour approvisionner le système de santé (COVID-19)	Crédit 1c	379 994 612
Fonds pour les coûts de locaux liés à l'administration des pensions de retraite	Crédit 1c	9 193 852
Fonds pour améliorer les processus d'approvisionnement du gouvernement du Canada (COVID-19)	Crédit 1c	8 184 499
Fonds pour l'intégrité des données et l'administration du Régime de retraite de la fonction publique	Crédit 1c	6 054 185
Fonds pour renforcer le régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes	Crédit 1c	419 229
Total des crédits à adopter		403 846 377

Total des crédits légitimés

Transferts

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au Conseil national de recherches du Canada pour aider l'industrie canadienne à relever le défi posé par la COVID-19 par l'entremise du programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 5	(1 100 683)
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour le remboursement lié à une réduction des exigences en matière de locaux découlant de la fusion de centres de données	Crédit 1c	(1 551 311)
Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le projet de la solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada	Crédit 5	(1 625 000)
Total des transferts		(4 276 994)
Total des dépenses budgétaires		23 164 255

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour approvisionner le système de santé en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	600 000 000	(379 994 612)	220 005 388
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	157 140 499	3 589 484	160 729 983

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	210 191 482	.....	1 360 850	211 552 332
5c Subventions et contributions	1 359 772 583	.....	7 340 000	1 367 112 583
Total des crédits	1 569 964 065	.....	8 700 850	1 578 664 915
Total des postes législatifs	449 551 097	.....	(32 433)	449 518 664
Total des dépenses budgétaires	2 019 515 162	.....	8 668 417	2 028 183 579

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les accords conclus en vertu de la <i>Loi sur les langues autochtones</i>	Crédit 5c	7 000 000
Fonds pour renforcer la stratégie canadienne de lutte contre le racisme et les programmes de multiculturalisme	Crédit 1c	1 360 850
Financement en vue de la création du Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport (COVID 19)	Crédit 5c	340 000
Total des crédits à adopter		8 700 850
Total des crédits législatifs		(32 433)
Total des dépenses budgétaires		8 668 417

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	38 467 407	7 000 000	45 467 407
Contributions au Programme de soutien au sport	178 313 683	340 000	178 653 683

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour la création du Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport dans le contexte de la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	407 445 000	(340 000)	407 105 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 999 797	307 567	25 307 364

Office national du film

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	68 143 401	.....	4 740 000	72 883 401
Total des dépenses budgétaires	68 143 401	.....	4 740 000	72 883 401

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les besoins opérationnels critiques (COVID-19)

Crédit 1c

4 740 000

Total des crédits à adopter

4 740 000

Total des dépenses budgétaires

4 740 000

Registre de la Cour suprême du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses du programme	27 833 027	.....	505 015	28 338 042
Total des crédits	27 833 027	.....	505 015	28 338 042
Total des postes législatifs	11 522 475	.....	39 726	11 562 201
Total des dépenses budgétaires	39 355 502	.....	544 741	39 900 243

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour la reprise des activités de la Cour (COVID-19)		Crédit 1c	505 015
Total des crédits à adopter			505 015
Total des crédits législatifs			39 726
Total des dépenses budgétaires			544 741

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 919 556	39 726	2 959 282

Secrétariat du Conseil du Trésor**Sommaire de l'organisation**

		Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Autorisations à ce jour	Transferts	
			(dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses du programme	296 944 081	7 719 175	4 453 918
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	717 857 476	.....	717 857 476
10b	Initiatives pangouvernementales	43 188 838	.....	43 188 838
15c	Rajustements à la rémunération	.....	.....	1 702 045 792
20c	Assurances de la fonction publique	3 155 278 994	.....	709 480
25	Report du budget de fonctionnement	8 941 144	.....	8 941 144
30a	Besoins en matière de rémunération	532 913 524	.....	532 913 524
35	Report du budget des dépenses en capital	45 037 387	.....	45 037 387
Total des crédits		4 800 161 444	7 719 175	1 707 209 190
Total des postes législatifs		33 424 363	.....	645 916
Total des dépenses budgétaires		4 833 585 807	7 719 175	1 707 855 106
6 515 089 809				
34 070 279				
6 549 160 088				

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secrétariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour les rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés	Crédit 15c	1 702 045 792
---	------------	----------------------

Fonds pour permettre au Service numérique canadien de fournir des produits et services numériques essentiels (COVID-19)	Crédit 1c	3 779 000
---	-----------	------------------

Fonds pour le Programme d'apprentissage mixte	Crédit 1c	37 353
	Crédit 20c	709 480

Total		746 833
--------------	--	----------------

Fonds pour créer une fonction publique diversifiée et inclusive	Crédit 1c	637 565
---	-----------	----------------

1 707 209 190

Total des crédits à adopter**Total des crédits législatifs****Transferts**

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le projet de la solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada	Crédit 1c	7 370 044
--	-----------	------------------

Transfert de Services partagés Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le projet de gestion du portefeuille d'entreprise du gouvernement du Canada	Crédit 1c	1 000 000
--	-----------	------------------

Transfert du ministère des Transports au Secrétariat du Conseil du Trésor pour la mise à l'essai de nouveaux outils d'évaluation liés à la stratégie de gestion de projet	Crédit 1c	100 000
---	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations			
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Pêches et des Océans et au ministère de la Santé pour appuyer des approches novatrices de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les opérations gouvernementales	Crédit 1c	(750 869)	
Total des transferts		7 719 175	
Total des dépenses budgétaires		1 715 574 281	

Énumération des autorisations législatives

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33 333 063	645 916	33 978 979

Service administratif des tribunaux judiciaires

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	92 287 024	.....	5 500 849	97 787 873
Total des crédits	92 287 024	.....	5 500 849	97 787 873
Total des postes législatifs	8 277 172	.....	187 597	8 464 769
Total des dépenses budgétaires	100 564 196	.....	5 688 446	106 252 642

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour les besoins opérationnels critiques (COVID-19)		Crédit 1c	5 500 849
Total des crédits à adopter			5 500 849
Total des crédits législatifs			187 597
Total des dépenses budgétaires			5 688 446

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées
		(dollars)		
Budgétaire				
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 277 172	187 597		8 464 769

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour		
		Transferts	Rajustements			
(dollars)						
Dépenses budgétaires						
Crédits						
1c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 340 532 446	6 993 420	235 758 235		
5	Dépenses en capital	209 427 571	(9 193 420)	.....	
10a	Fonds renouvelable de CORCAN	1	.....	.....
Total des crédits		2 549 960 018	(2 200 000)	235 758 235		
Total des postes législatifs		243 983 760	.....	9 602 044	
Total des dépenses budgétaires		2 793 943 778	(2 200 000)	245 360 279		
				3 037 104 057		

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les besoins opérationnels critiques (COVID-19)	Crédit 1c	135 758 235
Fonds liés aux recours collectifs	Crédit 1c	100 000 000
Total des crédits à adopter		235 758 235

Total des crédits léga

9 602 044

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour respecter la définition commune du crédit pour dépenses en capital en ce qui a trait à l'informatique en nuage	Crédit 1c	4 531 616
	Crédit 5	(4 531 616)

Total

.....

Réaffectation des ressources à l'interne pour soutenir le Système de gestion des délinquants	Crédit 1c	4 661 804
	Crédit 5	(4 661 804)

Total

.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Service correctionnel Canada à la Commission des libérations conditionnelles du Canada en raison de la mise en place d'un autre mécanisme de recouvrement des coûts au sein du Service correctionnel Canada pour la prestation de services de technologie de l'information et de gestion de l'information	Crédit 1c	(2 200 000)

Total des transferts

(2 200 000)

Total des dépenses budgétaires

243 160 279

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	243 983 760	9 602 044	253 585 804

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits			(dollars)	
1c Dépenses de fonctionnement	1 917 315 295	(1 414 912)	33 974 877	1 949 875 260
5c Dépenses en capital	465 241 192	.....	3 078 400	468 319 592
Total des crédits	2 382 556 487	(1 414 912)	37 053 277	2 418 194 852
Total des postes législatifs	108 190 175	.....	.....	108 190 175
Total des dépenses budgétaires	2 490 746 662	(1 414 912)	37 053 277	2 526 385 027

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les services de communication (COVID-19)	Crédit 1c	27 858 000
Fonds pour couvrir les coûts liés à la prestation de services essentiels en matière de technologie de l'information	Crédit 1c	6 116 877
	Crédit 5c	3 078 400
Total		9 195 277

Total des crédits à adopter

37 053 277

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour le remboursement lié à une réduction des exigences en matière de locaux découlant de la fusion de centres de données	Crédit 1c	1 551 311
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de Services partagés Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le projet de gestion du portefeuille d'entreprise du gouvernement du Canada	Crédit 1c	(1 000 000)
Transfert de Services partagés Canada au Centre de la sécurité des télécommunications pour soutenir la mise en œuvre et le développement du projet de communications sécurisées pour les dirigeants nationaux	Crédit 1c	(1 966 223)
Total des transferts		(1 414 912)
Total des dépenses budgétaires		35 638 365

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	3 346 343 412	.....	19 118 985	3 365 462 397
Total des crédits	3 346 343 412	.....	19 118 985	3 365 462 397
Total des postes législatifs	3 485 255 299	.....	(831 018 985)	2 654 236 314
Total des dépenses budgétaires	6 831 598 711	.....	(811 900 000)	6 019 698 711
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	1 880 450 574	.....	.....	1 880 450 574
Total des dépenses non budgétaires	1 880 450 574	.....	.....	1 880 450 574

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises (COVID-19)	Crédit 1c	13 456 834
Fonds pour l'Initiative pour la création rapide de logements (COVID-19)	Crédit 1c	3 480 748
Fonds pour soutenir les étudiants et les jeunes (COVID-19)	Crédit 1c	1 388 275
Financement pour le Fonds d'urgence pour Granville Island (COVID-19)	Crédit 1c	793 128
Total des crédits à adopter		19 118 985
Total des crédits législatifs		(831 018 985)
Total des dépenses budgétaires		(811 900 000)

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements visant l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	2 967 900 000	(825 356 834)	2 142 543 166
Paiements pour l'Initiative pour la création rapide de logements en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	503 750 000	(3 480 748)	500 269 252
Paiements destinés au Fonds d'urgence pour Granville Island en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	11 105 299	(793 128)	10 312 171
Paiements visant à soutenir les étudiants et les jeunes touchés par la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	2 500 000	(1 388 275)	1 111 725

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	30 749 026	.....	1	30 749 027
Total des crédits	30 749 026	.....	1	30 749 027
Total des postes législatifs	1 723 994	.....	.....	1 723 994
Total des dépenses budgétaires	32 473 020	.....	1	32 473 021

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 1c	1
--	-----------	---

Total des crédits à adopter		1
------------------------------------	--	----------

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires (1 401 429 \$) aux Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	Crédit 1c
---	-----------	-------

Total des transferts	
-----------------------------	--	-------

Total des dépenses budgétaires		1
---------------------------------------	--	----------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	10 000	1 401 430	1 411 430

Statistique Canada**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Dépenses du programme	560 158 673	7 000 000	500 000	567 658 673
Total des crédits	560 158 673	7 000 000	500 000	567 658 673
Total des postes législatifs	76 079 366	.....	.....	76 079 366
Total des dépenses budgétaires	636 238 039	7 000 000	500 000	643 738 039

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour le règlement avec les Opérations des enquêtes statistiques	Crédit 1c	500 000
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		500 000
------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Santé à Statistique Canada pour appuyer la stratégie des données de l'Accord sur la relance sécuritaire	Crédit 1c	7 000 000
--	-----------	------------------

Total des transferts		7 000 000
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		7 500 000
---------------------------------------	--	------------------

Téléfilm Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	101 878 949	.....	49 654 000	151 532 949
Total des crédits	101 878 949	.....	49 654 000	151 532 949
Total des postes législatifs	79 755 000	.....	(49 654 000)	30 101 000
Total des dépenses budgétaires	181 633 949	.....	.....	181 633 949

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir l'industrie audiovisuelle (COVID-19)	Crédit 1c	49 654 000
Total des crédits à adopter		49 654 000
Total des crédits législatifs		(49 654 000)
Total des dépenses budgétaires		.....

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées
			(dollars)	
Budgétaire				
Paiements pour soutenir l'industrie audiovisuelle en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	50 000 000	(49 654 000)		346 000

VIA Rail Canada Inc.**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Dépenses budgétaires			(dollars)	
Crédits				
1c Paiements à la société	828 889 568	.....	187 500 000	1 016 389 568
Total des dépenses budgétaires	828 889 568	.....	187 500 000	1 016 389 568

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour les besoins opérationnels critiques (COVID-19)

Crédit 1c **187 500 000**

Total des crédits à adopter

187 500 000

Total des dépenses budgétaires

187 500 000

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1c	– Dépenses de fonctionnement	10 979 485	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
5c	– Dépenses en capital	225 000	
			11 204 485
5c	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		3 625 000
	– Contributions		
5c	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1c	– Dépenses de fonctionnement	103 500	
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	19 525 000	
	– Contributions		
			19 628 500
1c	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement	6 035 445 421	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
5c	– Dépenses en capital	48 256 000	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	251 947 356	
	– Contributions		
			6 335 648 777

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE – Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	24 684	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	14 795 939	14 820 623
5c	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		14 459 146
1c	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA – Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		1 601 816
1c	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA – Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		1 765 955

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	BUREAU DU COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
1c	– Dépenses de fonctionnement	1 000 000	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de la formation judiciaire		
	– Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i>		
5c	– Dépenses de fonctionnement — Conseil canadien de la magistrature	2 000 000	3 000 000
1c	BUREAU DU COMMISSAIRE AU RENSEIGNEMENT		
1c	– Dépenses du programme	658 000	
1c	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
1c	– Dépenses du programme	12 000 000	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs;		
	b) les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> .		
1c	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
1c	– Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	1 944 599	
1c	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
1c	– Dépenses du programme	50 000 000	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		
5c	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1	
5c	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement	8 532 137	
5c	– Dépenses en capital	23 732 769	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	148 833 235	
			181 098 141
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement	11 473 861	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
5c	– Dépenses en capital	11 503 412	
			22 977 273
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	126 700 000	
	LA SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE		
1c	– Paiements à la Société	7 119 854	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
1c	– Dépenses de fonctionnement	2 067 090	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Dépenses en capital	310 000	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	49 563 715	
			51 940 805

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	<p>MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	29 331 656	
5c	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	8 000 000	
10c	<ul style="list-style-type: none"> – Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, de 465 dettes relatives à des trop-payés provenant du Compte des rentes sur l'État dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 25 064 \$ 	1	
15c	<ul style="list-style-type: none"> – Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, de 30 289 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>, dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 188 099 201 \$ 	188 099 201	
			225 430 858
1c	<p>MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; 	11 460 893	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (<i>suite et fin</i>) b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Dépenses en capital – Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations – Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	2 166 000	
10c		55 122 500	
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une	9 539 981	68 749 393

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE (<i>suite et fin</i>) fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 10c – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	60 959 546	70 499 527
1c	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 5c – Dépenses en capital	7 770 160	2 482 673
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	58 648 000	
15c	– Renonciation, au titre de l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , à une créance relative à un prêt octroyé à un immigrant, due à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant à 6 911 \$	1	
20c	– Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 351 dettes relatives à des prêts octroyés à des immigrants, dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 311 847 \$	311 847	
			69 212 681

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		
20c	– Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de deux dettes totalisant 17 187 \$ dues à Sa Majesté du chef du Canada relatives à un prêt à l'affectation et à une avance pour frais de voyage octroyés à des militaires des Forces canadiennes	1	
25c	– Renonciation, au titre de l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , à une créance relative à une avance octroyée à un militaire des Forces canadiennes, due à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant à 16 685 \$	1	
			2
	MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		139 390 000
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	49 986 813	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	27 982 842	
			77 969 655
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un	43 968 111	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10c	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA SANTÉ (suite et fin)</p> <p>traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	47 492 269	91 460 380
1c	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	4 381 017	
5c	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	40 000 000	44 381 017
1c	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux – Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes – Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, 	7 558 104	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT (<i>suite et fin</i>) (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 5c – Dépenses en capital 10c – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale. 15c – Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	16 100 000 870 634 489 1 347 264 895 639 857	
5c	MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	56 268 000	
5c	MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	8 700 000	
1c	MINISTÈRE DES FINANCES – Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	12 650 000	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES FINANCES (<i>suite et fin</i>)		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 		
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches – Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches – Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés – Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	45 463 200	
5c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses en capital – Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités 	107 348 888	
10c	<ul style="list-style-type: none"> – Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	6 900 000	
15c	Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada relatives à des prêts octroyés à des pêcheurs d'aiglefin et s'élevant au total à 2 840 296 \$ et à un prêt octroyé à un producteur canadien de poissons de fond congelés et s'élevant à 187 578 \$	1	
			159 712 089

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	<p>MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	4 211 991	
10c	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	116 662 361	120 874 352
1c	<p>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>; c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux 	10 937 983	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10c	<p>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (<i>suite et fin</i>)</p> <p>ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	75 000 000	85 937 983
1c	<p>MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Dépenses en capital – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	76 637 529	
5c		16 646 763	
10c	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 471 445 078	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES (<i>suite et fin</i>) – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		1 564 729 370
1c	MINISTÈRE DES TRANSPORTS – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique – Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	384 000	
10c	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	7 916 000	8 300 000
1c	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		403 846 377

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 360 850	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	7 340 000	8 700 850
1c	OFFICE NATIONAL DU FILM – Dépenses du programme		4 740 000
1c	REGISTRAIRES DE LA COUR SUPRÈME DU CANADA – Dépenses du programme		505 015
1c	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	4 453 918	
15c	Rajustements à la rémunération – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le	1 702 045 792	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
20c	<p>SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (<i>suite et fin</i>)</p> <p>gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i>, au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i></p> <p>Assurances de la fonction publique</p> <ul style="list-style-type: none"> – À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes — ou de l'administration de ces programmes ou ententes —, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses – Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes : <ul style="list-style-type: none"> a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes; b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>, pour l'excédent des primes retenues. 	709 480	
1c	<p>SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES</p> <p>– Dépenses du programme</p> <p>SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p> <p>– Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse</p> <p>– Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus</p> <p>– Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :</p> <p>a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;</p> <p>b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.</p> <p>– Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :</p> <p>a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;</p> <p>b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;</p> <p>c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p>		1 707 209 190
1c			5 500 849
1c			235 758 235

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	33 974 877	
5c	– Dépenses en capital – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	3 078 400	
			37 053 277
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
1c	– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .		19 118 985
	STATION CANADIENNE DE RECHERCHE DANS L'EXTRÊME-ARCTIQUE		
1c	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		1
	STATISTIQUE CANADA		
1c	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	500 000	
	TÉLÉFILM CANADA		
1c	– Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>		49 654 000
	VIA RAIL CANADA INC.		
1c	– Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital – Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		187 500 000
			13 220 184 919

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.	4 433 303	
5c	– Dépenses en capital	2 438 680	6 871 983
1c	AGENCE DU REVENU DU CANADA – Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	79 023 059	
5c	– Dépenses en capital – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	5 213 945	84 237 004
1c	AGENCE PARCS CANADA – Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		54 100 000
			145 208 987